

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/DS/M/4

6 novembre 2002

(02-6108)

Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends
10 septembre 2002

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 10 septembre 2002

Président: M. Péter Balás (Hongrie)

Sommaire:

Page

1. Examen des propositions présentées par les participants	2
a) Proposition du Costa Rica (TN/DS/W/12)	2
b) Proposition des États-Unis (TN/DS/W/13).....	10
c) Proposition du Groupe africain (TN/DS/W/15).....	23
d) Proposition d'un groupe de pays en développement (TN/DS/W/18).....	25
e) Proposition de la Jamaïque (TN/DS/W/21)	28
f) Proposition des pays les moins avancés (TN/DS/W/17)	29

Avant de procéder à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a déclaré que depuis la réunion du 15 juillet 2002, deux nouvelles propositions avaient été présentées par le Costa Rica (TN/DS/W/12) et les États-Unis (TN/DS/W/13). Il a fait observer qu'en outre, deux propositions présentées l'une par le Groupe africain et l'autre par l'Inde seraient distribuées en temps utile. Il avait l'intention d'inviter le Costa Rica et les États-Unis à présenter leurs propositions et à donner aux participants la possibilité de faire part de leurs réactions. Il a demandé aux participants qui souhaitaient que leur déclaration figure dans le compte rendu de la réunion de réagir aux propositions immédiatement après leur présentation par le Costa Rica et les États-Unis. Il a indiqué que les participants qui ne souhaitaient pas réagir officiellement à ces propositions auraient la possibilité de présenter des observations à leur sujet lorsque la réunion passerait du mode formel au mode informel. Tout en précisant qu'il leur était loisible de formuler des remarques au sujet des propositions présentées antérieurement, il a encouragé les participants à faire part de leurs observations au titre du point 2 de l'ordre du jour lorsque toutes les propositions qui avaient été présentées auraient été examinées question par question. Il a rappelé que l'examen question par question de toutes les propositions de négociation s'appuierait sur la liste de questions que le Secrétariat avait fait distribuer. Il a noté que cette liste serait mise à jour régulièrement afin de tenir compte des nouvelles propositions présentées par les participants. Il a proposé que l'examen de chaque question soit effectué de manière informelle. Il a demandé si l'un ou l'autre des participants souhaitait soulever une question au titre des "Autres questions". Tel n'étant pas le cas, il a proposé que l'ordre du jour soit adopté sans le point intitulé "Autres questions". Il en a été ainsi convenu.

1. Examen des propositions présentées par les participants

a) Proposition du Costa Rica (TN/DS/W/12)

1. Le représentant du Costa Rica a déclaré que comme sa délégation avait présenté officiellement sa proposition lors de la réunion du 15 juillet 2002, il n'en ferait qu'un bref résumé. Il a rappelé qu'à la réunion précédente, il avait fait observer que les Membres qui n'étaient pas directement impliqués dans un différend jouissaient de droits très limités, dont celui de participer en qualité de tierce partie à la phase de consultation et aux phases du groupe spécial et de l'Organe d'appel du mécanisme de règlement des différends. En dépit de l'importance de l'intérêt qu'elles pouvaient avoir dans une affaire, certaines tierces parties ne disposaient que de droits très limités. C'était compte tenu de cette situation que le Costa Rica avait décidé de présenter sa proposition qui visait essentiellement à étendre et renforcer les droits des tierces parties dans le processus de règlement des différends. Pour étendre et renforcer ces droits, il faudrait tenir compte de la nécessité de maintenir l'équilibre voulu entre les intérêts des tierces parties et l'efficacité du mécanisme de règlement des différends. Un principe important à préserver était celui de la rapidité des procédures, condition essentielle au bon fonctionnement du système. La proposition du Costa Rica n'était pas exhaustive; il ne s'agissait pas d'une tentative de règlement de tous les problèmes (réels ou théoriques) qui avaient été rencontrés dans l'exercice des droits des tierces parties. La proposition s'appuyait sur l'expérience du système de règlement des différends que le Costa Rica avait tirée des affaires auxquelles il avait participé, ainsi que sur les discussions avec d'autres délégations. Le Costa Rica était conscient du fait que sa proposition ne couvrait pas toutes les questions relatives aux droits des tierces parties et il attendait donc avec intérêt les observations des participants. La proposition abordait cinq sujets d'ordre général: i) la participation des tierces parties aux consultations; ii) les droits des tierces parties pendant les phases du groupe spécial et de l'Organe d'appel; iii) la participation des tierces parties à la phase de réexamen intérimaire; iv) l'accès des tierces parties aux informations et leur participation à toutes les phases du processus; v) les procédures de travail liées à l'exercice de ces droits. L'intervenant a rappelé que les objectifs de la proposition costa-ricienne étaient les suivants: renforcer les droits des tierces parties, tout en préservant la rapidité et l'efficacité du mécanisme de règlement des différends; assurer une application effective de l'article 10:1 du Mémoire d'accord; s'inspirer de la pratique passée du GATT/de l'OMC et du droit international public pour l'établissement des droits des tierces parties; améliorer l'équilibre entre les droits des parties et ceux des tierces parties dans le système de règlement des différends.

2. Le représentant des Communautés européennes (CE) a souhaité faire quelques remarques préliminaires au sujet de la proposition costa-ricienne. Il a déclaré que les CE appuyaient cette proposition, étant d'avis que les tierces parties devraient bénéficier d'un meilleur accès et jouer un rôle plus important dans le processus de règlement des différends. Les CE espéraient que la proposition du Costa Rica susciterait un large débat et encouragerait les participants à soumettre de nouvelles propositions visant à renforcer le rôle des tierces parties dans le mécanisme de règlement des différends. Cependant, certaines des propositions avancées par le Costa Rica appelleraient un examen supplémentaire. Les CE estimaient que durant la phase de consultation les parties devraient toujours avoir la possibilité de se réunir à huis clos. Autrement dit, le droit des Membres d'engager des consultations au titre de l'article XXIII du GATT de 1994 devrait être maintenu. Il était clair que le premier objectif du mécanisme de règlement des différends était de trouver une solution amiable aux différends. Les consultations avaient un rôle à jouer dans la recherche d'un tel résultat et il était donc nécessaire de conserver au mécanisme de règlement des différends sa souplesse actuelle. Les CE étaient du même avis s'agissant de la condition relative à l'intérêt substantiel que les tierces parties devaient avoir dans une affaire pour être autorisées à participer aux procédures de règlement des différends. Les CE pourraient accepter que la décision ne soit pas laissée entièrement à la discrétion de la partie défenderesse. Cependant, la possibilité de refuser la participation des tierces parties aux consultations devrait être maintenue, sous réserve que la partie défenderesse puisse justifier le fait de

ne pas reconnaître l'existence d'un intérêt substantiel dans un différend. Un autre aspect de la communication présentée par le Costa Rica qui appelait un examen supplémentaire était la proposition visant à autoriser les tierces parties à présenter des observations durant la phase de réexamen intérimaire. Étant donné que les parties au différend pouvaient à ce stade négocier une solution convenue d'un commun accord, il pouvait ne pas être prudent d'accorder aux tierces parties le droit de formuler des observations au sujet de la phase de réexamen intérimaire. Les CE appuyaient la proposition costa-ricienne d'autoriser les Membres à participer en tant que tierces parties à la phase de l'Organe d'appel, qu'ils aient ou non participé aux réunions du groupe spécial. Les questions soulevées en appel pouvaient avoir un intérêt direct pour un Membre désireux de participer en tant que tierce partie aux délibérations de l'Organe d'appel.

3. Le représentant du Chili a pris note avec satisfaction de la proposition du Costa Rica, y voyant une contribution de première importance aux travaux de la session extraordinaire. Il a déclaré qu'ayant participé récemment en tant que tierce partie au règlement d'un différend, le Chili était particulièrement intéressé par la question des droits des tierces parties. Tout en appuyant la proposition d'étendre ces droits, le Chili était en outre d'avis que ceux-ci ne devraient jamais être égaux ou supérieurs à ceux d'une partie à un différend. Il fallait garder présent à l'esprit le fait que le système de règlement des différends de l'OMC était conçu de manière à promouvoir les solutions bilatérales aux différends. Il découlait de ce principe fondamental qu'il fallait laisser aux parties une certaine latitude dans la recherche des moyens de parvenir à des solutions convenues d'un commun accord. Le fait d'accorder des droits similaires aux tierces parties pourrait nuire gravement à la souplesse dont bénéficiaient les parties. Cela pourrait en outre influencer sur les délais de règlement des différends. Le Chili soutenait toutefois la proposition qui consistait à rendre obligatoire la participation des tierces parties aux consultations. La distinction entre les articles 4:11 et 10:2 du Mémoire d'accord devait être éliminée. Il était impératif qu'une sorte de symétrie existe entre les droits des tierces parties durant et les phases des consultations du groupe spécial du processus de règlement des différends. Le Chili soutenait la proposition visant à préciser le délai dans lequel les Membres devaient réserver leurs droits de tierce partie, ainsi que celle qui consistait à habiliter les tierces parties à recevoir tous les documents communiqués aux parties et au groupe spécial et à assister à toutes les réunions. Le Chili avait toutefois d'importantes réserves à émettre à l'encontre de la proposition qui consistait à exiger des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qu'ils prennent dûment en considération les arguments et opinions des tierces parties dans leurs décisions. Cela non seulement compliquerait leur tâche première mais distrairait en outre leur attention des principales questions soulevées et des principaux arguments présentés par les parties au différend. En outre, il n'était pas certain qu'une telle proposition profite aux petites délégations qui rencontraient déjà des difficultés pour préparer et soumettre des arguments, que ce soit en tant que plaignants ou que défendeurs. Selon toute probabilité, cette proposition ne profiterait qu'à quelques Membres importants. Il n'était pas souhaitable par ailleurs que les tierces parties interviennent dans l'établissement du calendrier et des procédures de travail du groupe spécial. Le Chili ne soutenait pas non plus la proposition selon laquelle les tierces parties devraient avoir accès aux rapports intérimaires des groupes spéciaux, étant donné que cela rendrait plus difficile pour les parties de parvenir à des solutions convenues d'un commun accord. La proposition selon laquelle les Membres qui ne participaient pas en tant que tierces parties durant la phase du groupe spécial devraient avoir la possibilité de le faire durant la phase de l'Organe d'appel demandait à être étudiée davantage.

4. Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation appuyait la proposition du Costa Rica et appréciait à sa juste valeur l'engagement d'étendre et de renforcer les droits des tierces parties dans les procédures de règlement des différends. L'Inde était d'avis que la proposition costa-ricienne contribuerait à accroître la transparence interne du processus de règlement des différends. L'intervenant a déclaré que l'Inde avait pris note du fait que le Costa Rica tenait sa proposition pour non exhaustive et qu'elle pourrait, avec d'autres Membres, soumettre des propositions concernant également la question des droits des tierces parties.

5. Le représentant de l'Uruguay a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica et a déclaré que l'Uruguay appuyait de manière générale cette proposition qui visait à étendre les droits des tierces parties dans le processus de règlement des différends. Il était cependant nécessaire d'établir une nette distinction entre les droits des parties à un différend et ceux des tierces parties.

6. Le représentant de la Colombie a pris note avec satisfaction de la proposition du Costa Rica et a déclaré que son pays avait examiné attentivement la question de la participation des tierces parties aux diverses phases du processus de règlement des différends et qu'il était convaincu que cette question devait faire l'objet d'un examen supplémentaire. La Colombie était d'avis que les droits des tierces parties devaient être précisés et renforcés. Il fallait qu'existe un équilibre raisonnable entre les droits des parties à un différend et ceux des tierces parties, compte tenu de la nature multilatérale du mécanisme de règlement des différends. Gardant cela présent à l'esprit, la Colombie appuyait la proposition du Costa Rica d'étendre les droits des tierces parties durant la phase du groupe spécial. Elle n'appuyait toutefois pas l'idée d'une participation des tierces parties à la phase de réexamen intérimaire. Elle estimait que la participation des tierces parties durant cette phase compliquerait et ralentirait le processus. La Colombie ne soutenait pas non plus la proposition relative aux consultations. Elle estimait qu'il fallait maintenir la flexibilité inhérente au système actuel et que les tierces parties ne devraient pas avoir automatiquement le droit de participer aux consultations. Au sujet de la proposition relative à l'article 17:4 du Mémoire d'accord, la Colombie était d'avis qu'il fallait résoudre les problèmes qui découlent de la distinction faite entre deux types de tierces parties – actives et passives – durant la phase d'appel. Il était bon pour les parties aux différends et pour le système en soi d'avoir une idée des opinions et des arguments des tierces parties. Ceux qui souhaitent participer à une audience devraient être expressément tenus de présenter des arguments. La Colombie était en outre préoccupée au sujet de l'actuelle pratique selon laquelle la simple notification d'un intérêt substantiel dans une affaire imposait automatiquement la présentation d'un document durant la phase considérée. La Colombie avait des réserves à formuler au sujet de la proposition visant à accorder aux Membres qui n'avaient pas participé en tant que tierces parties à la phase du groupe spécial le droit de participer aux réunions de l'Organe d'appel.

7. Le représentant de la Norvège a fait référence à la déclaration qu'il avait faite à la réunion précédente et dans laquelle il indiquait que son pays pouvait appuyer la plupart des propositions avancées par le Costa Rica. Après un examen plus approfondi de la proposition, l'opinion de la Norvège n'avait pas changé. La Norvège souhaitait toutefois que le Costa Rica réponde à quelques questions et éclaire certains aspects de sa proposition. Pourquoi devrait-il y avoir une différence entre les droits accordés au titre de l'article 4:11 du Mémoire d'accord aux tierces parties durant la phase de consultation et ceux qui leur sont accordés au titre de l'article 10:2 pendant la phase du groupe spécial? La solution la plus simple serait d'opter pour la proposition du Costa Rica, ce qui ôterait au Membre défendeur sa liberté de décision. Sur ce point, la Norvège n'était pas d'accord avec l'approche suggérée par les CE. La Norvège saurait gré au Costa Rica d'apporter quelques précisions au sujet de sa proposition d'amendement de l'article 12:1 afin que les procédures de travail ne limitent pas les droits des tierces parties, à moins que celles-ci n'aient été consultées au sujet des modifications proposées. La Norvège ne voyait pas la nécessité d'une telle possibilité de restriction des droits des tierces parties.

8. Le représentant de l'Indonésie a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica qu'il a qualifiée de contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Il a noté que cette proposition de vaste portée visait à renforcer les droits des tierces parties, de l'établissement d'un groupe spécial jusqu'à la période de mise en œuvre. Il a déclaré que l'actuel système de règlement des différends avait donné naissance à un mécanisme souple dans le cadre duquel une partie extérieure au différend pouvait assister aux délibérations et exprimer son point de vue. Depuis sa création, ce système avait été conforme aux intérêts des Membres et avait servi ces intérêts chaque fois que les Membres avaient souhaité participer en tant que tierces parties. Dans ces conditions, l'Indonésie était d'avis qu'il fallait maintenir un équilibre subtil entre les droits des parties au différend et ceux des

tierces parties. Si elle appuyait en général une extension des droits des tierces parties, elle estimait aussi que cela ne devrait pas se faire aux dépens des droits des parties au différend. Il faudrait garder présent à l'esprit le fait que l'objectif fondamental du mécanisme de règlement des différends était de faire en sorte que les parties au différend parviennent à une véritable solution. L'Indonésie était d'avis que la proposition relative à la phase de réexamen intérimaire (article 15) était très vaste et devait être étudiée plus à fond. À ce stade décisif, seules les parties devraient être en mesure de présenter leur point de vue et leurs arguments.

9. Le représentant des États-Unis a déclaré que sa délégation attachait un grand intérêt à la proposition costa-ricienne d'étendre les droits des tierces parties dans le processus de règlement des différends et qu'elle souhaitait rechercher le meilleur moyen d'établir l'équilibre voulu entre les droits des parties à un différend et ceux des tierces parties. Les États-Unis étaient d'accord pour que les tierces parties aient un meilleur accès aux communications, auditions et rapports. Ils étaient convaincus que la plupart de ces objectifs pouvaient être très facilement et très largement atteints en mettant en œuvre les propositions relatives à la transparence qu'ils avaient soumises et qui seraient examinées sous peu. Lors de l'examen des propositions visant à accroître la participation des tierces parties au processus de règlement des différends, il fallait faire attention à ne pas imposer une charge excessive aux parties et à ce que le processus permette d'atteindre avec efficacité son objectif fondamental, à savoir la résolution du différend spécifique entre les parties. Les États-Unis reconnaissaient que les tierces parties pouvaient avoir un intérêt légitime à voir leurs opinions dûment prises en compte dans le cadre des délibérations et qu'elles pouvaient avoir besoin de disposer d'informations suffisantes pour donner forme à ces opinions. Dans ce contexte, le fait d'avoir accès aux communications des parties pouvait les aider à préparer leurs propres communications.

10. Le représentant de la Suisse a accueilli avec satisfaction la proposition du Costa Rica et déclaré qu'elle représentait une contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. La Suisse pouvait soutenir la plupart des propositions, en particulier celles qui avaient trait à l'octroi sans restriction aux tierces parties du droit de participer aux consultations, d'assister à toutes les réunions du groupe spécial et de l'Organe d'appel et d'avoir accès à toutes les communications des parties. La Suisse avait cependant besoin de réfléchir au sujet de la proposition qui consistait à autoriser les Membres qui n'avaient pas participé en tant que tierces parties à la phase du groupe spécial à prendre part à ce titre aux délibérations de l'Organe d'appel. D'un point de vue systémique, il n'était pas habituel qu'une tierce partie ne participe qu'aux délibérations de l'Organe d'appel. Il fallait tenir compte des conséquences de cette proposition sur le calendrier.

11. La représentante d'Israël a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica et déclaré que son pays considérait cette question comme prioritaire. Elle a précisé toutefois qu'il était nécessaire de maintenir un équilibre approprié entre les droits des parties au différend et ceux des tierces parties. Israël était préoccupé par les conséquences éventuelles de la proposition costa-ricienne sur les délais de règlement des différends et par le fait qu'une telle mesure rendrait probablement plus difficile pour les parties au différend de parvenir à une solution convenue d'un commun accord.

12. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a salué la proposition du Costa Rica, la considérant comme une contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Il a déclaré que la Nouvelle-Zélande partageait toutefois l'opinion qu'un certain nombre de participants avaient exprimée et selon laquelle l'objectif principal du Mémoire d'accord était le règlement des différends entre les parties. Il ne fallait pas que cet objectif pâtisse de l'octroi de droits supplémentaires aux tierces parties. La Nouvelle-Zélande était en outre consciente du fait que les décisions du groupe spécial et de l'Organe d'appel ne concernaient pas seulement les parties aux différends mais aussi les tierces parties. De ce fait, la Nouvelle-Zélande voyait certains avantages dans la proposition du Costa Rica, dont elle appuyait un certain nombre d'éléments, y compris le fait de permettre aux Membres de réserver leurs droits de tierce partie durant l'examen en appel, qu'ils aient ou non participé aux

réunions du groupe spécial. Dans ce contexte, l'intervenant a déclaré que la Nouvelle-Zélande approuvait la raison donnée par les CE, à savoir que les questions examinées en appel pouvaient concerner directement le Membre désireux de participer en tant que tierce partie aux délibérations de l'Organe d'appel.

13. Le représentant de la Corée a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica sur les droits des tierces parties, dans laquelle il a vu une contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Si la Corée était en faveur d'une extension des droits des tierces parties compte tenu de l'incidence éventuelle des rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel pour les Membres autres que les parties au différend, elle était aussi d'avis que la proposition costa-ricienne ne devrait pas affaiblir les principes fondamentaux du Mémoire d'accord ni s'en éloigner, y compris la nette préférence pour les solutions convenues d'un commun accord. La Corée accordait son soutien à la proposition du Costa Rica à condition que les éléments proposés ne compromettent pas les principes fondamentaux du Mémoire d'accord. Elle se réservait le droit de formuler des observations détaillées sur d'autres aspects de la proposition costa-ricienne.

14. Le Président a rappelé aux participants qu'ils auraient une autre occasion de formuler des observations au sujet des droits des tierces parties lorsqu'ils procéderaient à l'examen du point 2 de l'ordre du jour, à savoir l'examen question par question des propositions de négociation, dans l'ordre de la liste de questions que le Secrétariat avait fait distribuer.

15. Le représentant du Brésil a déclaré que son pays estimait que le Mémoire d'accord devrait évoluer et s'adapter aux nécessités du moment. Tout examen devait être tourné vers l'avenir et préserver l'acquis juridique du GATT/de l'OMC. La tâche des participants était de concevoir un système qui tienne compte de tous les intérêts légitimes des Membres. On ne pourrait y parvenir qu'en discutant rationnellement les propositions de négociation et en maintenant un équilibre délicat entre cohérence juridique, préoccupations politiques et pragmatisme. S'agissant de la proposition du Costa Rica, le Brésil était d'accord en général pour étendre les droits des tierces parties, en particulier l'accès aux documents, mais il doutait que cela soit véritablement avantageux pour les pays en développement. Seuls quelques pays seraient en mesure de tirer parti d'un meilleur accès aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel. Tel serait certainement le cas à la deuxième réunion du groupe spécial, qui était consacrée à un examen détaillé des points litigieux de l'affaire considérée. Le Brésil estimait que seules les parties au différend devraient avoir accès à cette phase du processus.

16. La représentante du Pérou a pris acte avec satisfaction de la proposition costa-ricienne, dont sa délégation pouvait approuver la plupart des éléments. À propos des consultations, le Pérou était d'avis qu'il fallait maintenir la flexibilité inhérente au système actuel. Il devrait donc être loisible à un Membre plaignant de demander l'ouverture de consultations au titre de l'article XXII ou XXIII du GATT de 1994. L'intervenante a déclaré que le Pérou approuvait la proposition visant à préciser les délais dans lesquels les Membres devaient réserver leurs droits de tierce partie, ainsi que celle qui consistait à accorder aux tierces parties un accès à toutes les communications et à leur permettre de participer à toutes les auditions. Il ne serait pas souhaitable d'autoriser les tierces parties à participer aux séances de procédure, ce qui pourrait nuire à la rapidité du processus. Le Pérou n'était pas non plus d'accord avec la proposition qui visait à autoriser les tierces parties à participer à la phase de réexamen intérimaire, étant donné que cela pourrait rendre plus difficile pour les parties au différend de parvenir à une solution convenue d'un commun accord. L'intervenante a déclaré que le Pérou avait des doutes au sujet de la proposition qui visait à autoriser les Membres à participer en tant que tierces parties aux délibérations de l'Organe d'appel, qu'ils aient ou non participé aux délibérations du groupe spécial. Cela pourrait imposer une charge supplémentaire aux pays en développement qui auraient à réfuter toute nouvelle argumentation que les parties pourraient avancer.

17. Le représentant de Hong Kong, Chine a salué la proposition du Costa Rica, estimant qu'il s'agissait d'une contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Il a déclaré que

Hong Kong, Chine appuyait globalement la proposition costa-ricienne et pensait qu'il était possible, dans le cadre des négociations en cours, de réunir un consensus sur un certain nombre des éléments de cette proposition. Il a affirmé que sa délégation pouvait appuyer les propositions spécifiques suivantes: supprimer les limites au droit des tierces parties de participer aux consultations; permettre aux tierces parties d'accéder à toutes les communications et autres informations présentées au groupe spécial ou à l'Organe d'appel; autoriser les tierces parties à assister à la première réunion de fond et aux réunions ultérieures du groupe spécial et de l'Organe d'appel. L'intervenant a déclaré que Hong Kong, Chine avait des doutes au sujet de certains éléments de la proposition du Costa Rica. Premièrement Hong Kong, Chine n'était pas certaine qu'il soit nécessaire d'exiger des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qu'ils prennent dûment et expressément en considération les arguments présentés par les tierces parties dans leurs rapports, compte tenu en particulier du fait que les articles 14:2 et 17:10 du Mémoire d'accord disposaient que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devaient rédiger leurs rapports au vu des renseignements fournis et des déclarations faites. La formulation employée était suffisamment générale pour couvrir les renseignements fournis et les déclarations faites par les tierces parties. Deuxièmement, Hong Kong, Chine partageait les doutes exprimés par certains Membres au sujet de l'accès des tierces parties aux rapports de réexamen intérimaire et de leur participation à la phase de réexamen intérimaire. Enfin, Hong Kong, Chine avait des réserves à émettre au sujet du fait d'autoriser les Membres qui n'avaient pas participé à la phase du groupe spécial à réserver leurs droits de tierce partie durant la phase d'appel. La participation de nombreuses tierces parties nouvelles aux délibérations de l'Organe d'appel pourrait être pesante pour les parties au différend et ralentir le processus. Il était possible pour un Membre de réserver ses droits de tierce partie durant la phase du groupe spécial sans participer activement aux travaux. Cependant, ce Membre pouvait participer activement aux délibérations de l'Organe d'appel.

18. Le représentant de l'Équateur a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica, la qualifiant de contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Il a déclaré que l'Équateur approuvait globalement cette proposition, mis à part les réserves que certains de ces éléments lui inspiraient. Dans le cadre du système actuel, les Membres qui réservaient leurs droits de tierce partie pouvaient présenter des communications et participer activement au processus. Dans l'affaire des bananes, par exemple, il y avait un nombre record de tierces parties dont les points de vue devaient être pris en compte par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel. En fonction de l'intérêt qu'il avait dans une affaire, un Membre pouvait choisir de devenir partie au différend ou tierce partie. Dans ces conditions, l'Équateur était préoccupé par la proposition qui consistait à exiger des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qu'ils prennent dûment et expressément en considération les arguments présentés par les tierces parties. Si cela devait se produire, les tierces parties accéderaient au statut de partie au différend. L'Équateur avait aussi des réserves à formuler au sujet de la proposition qui visait à autoriser les tierces parties à présenter des observations au sujet du rapport intérimaire. À ce stade, les parties aux différends pouvaient encore parvenir à une solution convenue d'un commun accord. La participation de tierces parties à ce stade du processus pourrait être contraire à l'objectif principal du système de règlement des différends, qui était de promouvoir des solutions convenues d'un commun accord. Les tierces parties qui estimaient avoir un intérêt important dans une affaire avaient toujours la possibilité de demander l'établissement d'un groupe spécial distinct.

19. Le représentant de l'Australie a déclaré que son pays jugeait indispensable de maintenir un équilibre entre les droits des parties au différend et ceux des tierces parties et que cela servirait de point de repère pour évaluer la proposition du Costa Rica. Il convenait d'étudier avec soin toute idée ou modification qui pouvait accroître la charge administrative imposée aux parties. L'Australie avait quelques réserves à faire au sujet de la modification des droits des parties liés à la participation des tierces parties aux consultations et aux réunions consacrées au réexamen intérimaire. L'intervenant a déclaré que l'Australie serait intéressée par un examen plus approfondi de la question des droits des tierces parties lors des audiences de l'Organe d'appel.

20. Le représentant du Mexique a salué la proposition constructive du Costa Rica et déclaré que son pays avait pris note des réserves de certains participants à l'encontre de certains éléments de la proposition. Le Mexique était d'avis que deux éléments de la proposition ne devraient pas créer de problèmes pour les participants. Il s'agissait du droit d'accès des tierces parties à toutes les communications des parties et du droit d'assister à toutes les réunions de fond du groupe spécial et de l'Organe d'appel. Le Mexique souhaiterait avoir une discussion approfondie au sujet de toutes les propositions présentées par le Costa Rica.

21. Le représentant de l'Argentine a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica qu'il a qualifiée de contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. Si l'Argentine approuvait le renforcement des droits des tierces parties, elle partageait aussi le point de vue exprimé auparavant par certains participants et selon lequel cela ne devait pas se faire aux dépens de l'objectif principal du mécanisme de règlement des différends, qui était de résoudre un différend spécifique entre les parties. Il fallait impérativement établir un équilibre subtil entre les droits des tierces parties et ceux des parties au différend sans perdre de vue le droit à une procédure régulière et la nécessité de parvenir à un règlement rapide des différends. Il fallait accepter que les droits des parties à un différend soient toujours plus importants que ceux qui étaient accordés aux tierces parties. S'agissant des propositions proprement dites, l'intervenant a déclaré que l'Argentine était d'accord pour que les tierces parties aient accès à toute la documentation soumise pendant les débats, au moins jusqu'à la phase de réexamen intérimaire, et pour qu'elles soient autorisées à assister à toutes les réunions pertinentes. Il a noté qu'il semblait y avoir un consensus parmi les participants sur ces deux points. Au sujet de la proposition visant à ne pas laisser aux Membres défendeurs la liberté de décider de rejeter une demande de participation aux consultations présentée par une tierce partie, l'intervenant a déclaré que l'Argentine souhaitait examiner davantage cette proposition et que s'il fallait assurer une uniformité du traitement des tierces parties, il serait probablement préférable de rendre obligatoire l'acceptation des demandes de participation aux consultations. L'Argentine avait des doutes au sujet de la proposition qui visait à exiger des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qu'ils prennent expressément en considération les arguments présentés par les tierces parties au cours des débats. De même, elle n'était pas sûre qu'il soit judicieux d'autoriser les Membres qui n'auraient pas participé en tant que tierces parties aux délibérations du groupe spécial à participer aux travaux de l'Organe d'appel. L'Argentine était d'accord avec le Chili pour reconnaître que cette proposition devait faire l'objet d'un examen supplémentaire.

22. La représentante du Canada a pris note avec satisfaction de la proposition costa-ricienne et a déclaré qu'elle se contenterait à ce stade de faire quelques remarques préliminaires. Elle a déclaré que le Canada appuyait le renforcement des droits des tierces parties mais qu'il était également d'avis qu'il fallait maintenir un équilibre approprié entre les droits des parties au différend et ceux des tierces parties. Elle a ajouté que le Canada trouvait très intéressante la proposition visant à ce que soit accordé aux Membres le droit de participer en tant que tierces parties aux délibérations de l'Organe d'appel, même dans le cas où ils n'auraient pas participé aux réunions du groupe spécial, et qu'il souhaitait étudier davantage cette proposition.

23. La représentante du Japon a pris acte avec satisfaction de la proposition du Costa Rica et a déclaré que son pays était favorable en général au renforcement des droits des tierces parties. Cependant, comme d'autres participants, le Japon était d'avis qu'il fallait équilibrer précisément les droits des tierces parties et ceux des parties au différend. Il ne fallait pas perdre de vue que le premier objectif du système de règlement des différends était d'assurer une résolution rapide des différends entre les parties. L'intervenante a déclaré que le Japon n'était pas sûr qu'il soit indiqué d'autoriser les tierces parties à assister à la deuxième réunion de fond du groupe spécial. De même, le Japon estimait qu'il n'était pas judicieux d'autoriser les tierces parties à participer aux réunions d'organisation des groupes spéciaux, ce qui pourrait retarder le processus de règlement des différends et aller à l'encontre de l'objectif principal qui consistait à assurer une résolution rapide du différend entre les parties. S'il fallait tenir compte du point de vue des tierces parties, cela signifierait que le calendrier des réunions

devrait convenir à chaque Membre qui aurait déclaré avoir un intérêt dans l'affaire. Le Japon estimait en outre que les tierces parties ne devraient pas avoir accès aux rapports intérimaires des groupes spéciaux.

24. Le représentant du Costa Rica a remercié les participants pour leurs observations et questions détaillées et a déclaré qu'il tenterait de leur donner une réponse préliminaire. Il a fait savoir que le Costa Rica considérait lui aussi qu'il devrait y avoir un équilibre entre les droits des parties à un différend et ceux des tierces parties et qu'il n'était pas dans l'intention du Costa Rica d'effacer la distinction entre ces deux types de partie ni de les mettre sur un pied d'égalité. Le principal objectif de la proposition costa-ricienne était simplement de renforcer la participation des tierces parties au système de règlement des différends. Pour répondre aux observations sur la proposition relative aux consultations, l'intervenant a déclaré que l'objectif du Costa Rica n'était pas de chercher à modifier l'article XXIII du GATT de 1994. Le Costa Rica se réjouissait que les parties à un différend puissent parfois tenter de régler celui-ci lors de consultations. Ce qui faisait l'objet de la proposition du Costa Rica, c'était la condition qu'une tierce partie ait un "intérêt commercial substantiel" dans une affaire, énoncée à l'article 4:11 du Mémoire d'accord. Le Costa Rica était d'avis que l'application de cet article pouvait être à l'origine d'absurdités et de décisions arbitraires, principalement du fait du caractère ambivalent de sa formulation. Au sujet de la proposition visant à ce que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel soient tenus de prendre dûment en considération les arguments des tierces parties, l'intervenant a déclaré que l'objectif du Costa Rica n'était pas d'exiger des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qu'ils prennent en considération les arguments présentés par les tierces parties qui ne se rapporteraient pas à l'affaire considérée. Autrement dit, tous les arguments pertinents devraient, par exemple, entrer dans le cadre du mandat du groupe spécial. Au sujet de l'observation formulée par l'Équateur, selon laquelle un Membre, s'il avait un intérêt substantiel dans une affaire, devrait participer en tant que partie plutôt que tierce partie, l'intervenant a déclaré qu'il n'était pas toujours possible à un Membre de se porter partie à un différend. Le différend pouvait avoir trait à un accord dont le Membre intéressé ne serait pas signataire mais dont la mise en œuvre aurait néanmoins des conséquences pour ce dernier.

25. Au sujet de la proposition visant à ce que les tierces parties soient consultées avant que les procédures des groupes spéciaux soient décidées, l'intervenant a déclaré qu'il n'était pas dans l'intention du Costa Rica d'assigner un rôle plus important aux tierces parties, mais plutôt de faire en sorte que leur participation effective aux travaux ne soit pas compromise par des règles de procédure. À propos de la participation des tierces parties à toutes les réunions pertinentes, il a déclaré que l'opinion du Costa Rica n'était pas que les tierces parties devraient être présentes et participer à toutes les réunions. Ce que recherchait le Costa Rica, c'était la représentation des tierces parties à tous les stades de la procédure. Cela laissait supposer que les tierces parties n'assisteraient pas à chaque réunion mais seulement à celles au cours desquelles leurs intérêts pourraient être défendus. Au sujet de la participation des Membres en tant que tierces parties aux délibérations de l'Organe d'appel même lorsqu'ils n'auraient pas participé aux travaux du groupe spécial, l'intervenant a déclaré qu'il y avait un certain nombre de raisons qui justifiaient la participation des tierces parties durant la phase d'appel. Les ramifications d'une affaire n'étaient généralement pas connues avant que le groupe spécial ne rende sa décision. Dans de tels cas, il serait souhaitable de donner à un Membre qui n'aurait pas participé aux réunions du groupe spécial la possibilité d'exprimer son point de vue et de présenter ses arguments à l'Organe d'appel. Au sujet de la proposition visant à autoriser les tierces parties à participer à la phase de réexamen intérimaire, l'intervenant a déclaré que compte tenu de la proposition précédente du Costa Rica selon laquelle les groupes spéciaux devaient tenir compte des arguments pertinents des tierces parties, il n'était que logique de proposer que les tierces parties soient autorisées à participer à la phase de réexamen intérimaire afin de présenter des observations ou d'exprimer leur point de vue au sujet du rapport intérimaire du groupe spécial. Il serait inutile que les groupes spéciaux tiennent compte dans leurs décisions des arguments des tierces parties mais ne donnent pas à ces dernières la possibilité de présenter des observations ou d'exprimer leur point de vue durant la phase de réexamen intérimaire. L'intervenant a déclaré que le Costa Rica souhaitait

poursuivre avec tout participant intéressé la discussion de l'une ou l'autre des propositions qu'il avait présentées.

b) Proposition des États-Unis (TN/DS/W/13)

26. Le représentant des États-Unis s'est réjoui de la possibilité qui était offerte de discuter la communication présentée par son pays sur l'amélioration de la transparence des procédures de règlement des différends. De toute évidence, il était de l'intérêt de tous les Membres d'améliorer et de consolider le fonctionnement du système de règlement des différends. Une amélioration essentielle consisterait à rendre ce système transparent. Les États-Unis affirmaient depuis longtemps qu'il fallait donner plus de transparence au système de règlement des différends. L'expérience avait montré que les recommandations et décisions de l'ORD pouvaient influencer sur de larges pans de la société civile dont les représentants n'étaient cependant même pas en mesure de suivre l'exposé des arguments ou les procédures qui aboutissaient aux recommandations et décisions de l'ORD. Une plus grande transparence, comme cela s'observait habituellement dans le cas d'autres tribunaux internationaux intergouvernementaux, pourrait accroître la confiance du public dans l'impartialité du système de règlement des différends de l'OMC. Cela pourrait à son tour contribuer à améliorer le fonctionnement du système, une confiance accrue de la part du public pouvant se traduire par un soutien plus marqué pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. Parallèlement, les Membres de l'OMC qui ne seraient pas parties bénéficieraient aussi de pouvoir suivre l'exposé des arguments et les procédures ayant trait aux différends portés devant l'OMC. Les mesures proposées par les États-Unis répondraient à ces préoccupations en permettant au public de suivre toutes les réunions de fond tenues dans le cadre de la procédure de groupe spécial, de la procédure de l'Organe d'appel et de la procédure d'arbitrage, en rendant publique les communications et déclarations et en rendant les rapports finals accessibles aux Membres de l'OMC et au public dès qu'ils seraient remis aux parties. La proposition préconisait en outre l'élaboration éventuelle de principes directeurs afin de traiter les communications présentées en qualité d'*amicus curiae*. Par ailleurs, la proposition des États-Unis prévoyait de maintenir des sauvegardes pour ce qui était des renseignements confidentiels.

27. Les États-Unis étaient conscients du fait que certaines de leurs propositions inspiraient des réserves à un certain nombre de Membres et ils étaient désireux de collaborer étroitement avec ces Membres afin de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante. L'intervenant a déclaré qu'il s'efforceraient d'aborder certaines des préoccupations qui avaient été exprimées par le passé. Les États-Unis ne pensaient pas qu'une plus grande transparence externe influencerait sur la nature intergouvernementale de l'OMC. Autoriser le public à suivre les procédures de règlement des différends et à prendre connaissance des communications, des déclarations et des rapports finals ne changerait rien au fait que toute procédure continuerait à ne se dérouler qu'entre gouvernements et que seuls les Membres seraient parties et auraient le droit de présenter des communications et de faire des déclarations. Il n'y aurait toujours que les Membres qui auraient des droits et des obligations au titre de l'Accord sur l'OMC. La transparence était une question de meilleure compréhension du processus par la société civile; il ne s'agissait pas de rendre les procédures non gouvernementales. S'agissant des auditions publiques, les États-Unis étaient conscients du fait qu'il y aurait un certain nombre de problèmes logistiques et ils étaient résolus à travailler avec les délégations pour trouver des solutions appropriées. Pour ce qui était de rendre publiques les communications et déclarations, à l'exception des passages contenant des renseignements confidentiels, les États-Unis étaient heureux de constater qu'un certain nombre de Membres avaient, de leur propre initiative, commencé d'observer cette pratique. Étant donné que ces communications et déclarations seraient finalement rendues publiques dans les rapports, les États-Unis ne voyaient pas pourquoi il ne serait pas possible de les rendre publiques dès le départ. De même, les rapports finals des groupes spéciaux devraient être rendus publics dès qu'ils étaient remis aux parties. Les règles actuelles encourageaient la spéculation et la divulgation clandestine des rapports. Il n'était pas satisfaisant que les Membres et le public dussent attendre plusieurs mois que la traduction soit achevée avant de pouvoir prendre connaissance d'un rapport qui avait déjà été mis à la disposition des parties. Il n'était pas dans l'intention des États-Unis

de diminuer l'importance qu'il y avait à faire en sorte que ces rapports soient disponibles dans les trois langues officielles et qu'il soit laissé aux Membres suffisamment de temps après la diffusion pour qu'ils puissent évaluer les rapports et exercer leurs droits en conséquence. Pour cette raison les États-Unis proposaient que les rapports n'aient pas de caractère officiel avant leur diffusion dans les trois langues officielles et que les délais actuels prévus par le Mémorandum d'accord, comme ceux qui concernaient l'adoption des rapports et le pourvoi en appel, continuent de courir à partir de la date de diffusion officielle. À propos des communications d'*amicus curiae*, l'intervenant a déclaré que les États-Unis avaient pris note des préoccupations exprimées par les Membres au sujet de la nécessité d'assurer une plus grande prévisibilité quant à la manière dont ces communications étaient traitées et de minimiser la charge imposée à toutes les parties en veillant à ce que celles-ci soient informées rapidement des délais et de la mesure dans lesquels un groupe spécial ou l'Organe d'appel se proposait d'examiner une question débattue dans une telle communication. Des principes directeurs pourraient être utiles pour répondre à ces préoccupations. Il y avait une nette distinction entre les tierces parties et celles qui cherchaient à présenter une communication d'*amicus curiae*. Les Membres qui réservaient leurs droits de tierce partie avaient le droit de participer, alors qu'un *amicus curiae* potentiel devait d'abord être accepté par le groupe spécial ou l'Organe d'appel.

28. Le représentant de la Malaisie a félicité les États-Unis pour l'excellence de leur proposition et a déclaré que la position de son pays sur la question de la transparence n'avait pas changé. La Malaisie était toujours d'avis que la question de la transparence sortait du cadre du mandat de Doha qui était d'apporter des clarifications et des améliorations au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. La Malaisie ne voyait pas comment la proposition des États-Unis aiderait à atteindre cet objectif. L'intervenant a déclaré que si les États-Unis insistaient pour maintenir leur proposition, la Malaisie et un certain nombre de pays en développement participants soumettraient une proposition sur la manière dont les communications d'*amicus curiae* devraient être traitées dans le système juridique de l'OMC. Abordant la proposition proprement dite, il a déclaré que le système de règlement des différends de l'OMC était unique et qu'on ne pouvait le comparer à celui de la Cour internationale de justice, du Tribunal international du droit de la mer ou des autres organisations internationales citées dans la proposition des États-Unis. Il a fait savoir que la Malaisie ne pouvait appuyer que quelques-unes des propositions avancées par les États-Unis, à savoir celles qui avaient trait à l'extension des droits des tierces parties et à l'autorisation de mettre rapidement les rapports à la disposition du public en général. Même sur ce dernier point, la Malaisie avait quelques réserves à émettre. Elle préférerait que les rapports soient d'abord communiqués aux Membres et, quelques jours après, au public. L'intervalle permettrait aux petites délégations comme la Malaisie de préparer un rapport sur l'affaire destiné aux capitales. Il était important que celles-ci aient des informations "de première main" sur l'affaire plutôt que d'être informées par l'intermédiaire des médias.

29. Le représentant du Chili a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis sur la transparence et a déclaré que cette proposition permettrait aux participants d'entamer une franche discussion sur le sujet. Selon lui, les États-Unis avaient cherché à montrer dans ce document que la transparence était de l'intérêt de tous les Membres, en particulier de ceux qui n'étaient pas parties à un différend, et que les systèmes judiciaires d'autres institutions internationales étaient plus transparents que celui de l'OMC. À propos du premier argument, il fallait garder présent à l'esprit que le Mémorandum d'accord avait donné aux Membres qui n'étaient pas parties à un différend la possibilité de participer aux procédures. Tout Membre ayant un intérêt dans une affaire pouvait réserver ses droits de tierce partie dans un délai prescrit, être alors habilité à recevoir la documentation initiale fournie par les parties au différend et avoir en outre la possibilité de présenter son point de vue à un groupe spécial ou à l'Organe d'appel. À propos du deuxième argument, il ne fallait pas perdre de vue que la plupart des systèmes judiciaires cités par les États-Unis étaient qualitativement très différents du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, en ce sens qu'un mécanisme d'application efficace leur faisait défaut et que la pression qu'ils permettaient d'exercer sur les gouvernements était donc moins forte. Les États-Unis faisaient valoir d'autre part qu'une plus grande transparence faciliterait la tâche des législateurs chargés de mettre en œuvre les recommandations et décisions de

l'ORD puisque ceux-ci ne douteraient pas de l'impartialité et de l'adéquation du processus. L'intervenant s'est demandé si la non-application des recommandations et décisions de l'ORD dans un certain nombre d'affaires, y compris États-Unis – Article 110 5) de la Loi sur le droit d'auteur, États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" et États-Unis – Loi antidumping de 1916, était imputable à un manque de transparence du processus de prise de décisions par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Tout Membre de l'OMC était en droit d'inclure, s'il le souhaitait, des législateurs dans l'équipe qui le représenterait lors des audiences du groupe spécial et de l'Organe d'appel. L'intervenant a déclaré que la proposition des États-Unis n'était pas suffisamment détaillée à certains égards. Que signifiait précisément, par exemple, l'ouverture des réunions au public? Le public ne serait-il habilité qu'à suivre les réunions ou pourrait-il intervenir? Serait-il autorisé à assister à toutes les réunions ou à certaines d'entre elles seulement? Il ne fallait pas oublier que les tierces parties n'étaient pas habilitées à assister à toutes les réunions du groupe spécial mais seulement à une séance de la première réunion. Au sujet de la proposition de création d'un centre de documentation, les États-Unis proposaient-ils que ce centre soit accessible au grand public et que les documents y soient disponibles une fois qu'une affaire aurait été réglée ou dès qu'ils auraient été présentés par les parties? La question de l'accès au rapport final n'était pas un problème lié à la transparence, mais plutôt à la capacité de traduction. Nul n'ignorait que le laps de temps écoulé entre la remise du rapport final et sa distribution aux Membres et au grand public était dû au fait que le rapport devait être traduit en français et en espagnol. Dans tous les cas, à une exception près, les groupes spéciaux avaient remis leur rapport en anglais. Il ne serait pas concevable que les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ne soient distribués que dans une des langues officielles de l'OMC. À propos des communications d'*amicus curiae*, l'intervenant a déclaré que le Chili aurait apprécié que la proposition des États-Unis soit plus détaillée. Il a ajouté qu'étant donné que la position du Chili était bien connue, il ne souhaitait pas l'exposer alors à nouveau.

30. Le représentant des Communautés européennes a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que les CE, qui avaient fait une proposition similaire, s'accordaient à reconnaître avec les États-Unis que le public portait un intérêt légitime aux procédures de règlement des différends de l'OMC. Les CE approuvaient aussi l'argument des États-Unis selon lequel un processus plus ouvert ne bénéficierait pas seulement au grand public, mais aussi aux Membres de l'OMC qui n'étaient pas parties à un différend, en particulier aux pays en développement qui n'avaient pas d'expérience de la manière dont le système fonctionnait dans la pratique. À propos de l'accès aux communications, les CE estimaient qu'il était nécessaire d'avoir certaines règles concernant le moment auquel ces documents devraient être divulgués. La pratique adoptée par les Communautés européennes consistait à rendre leurs communications publiques le jour où elles étaient soumises à l'organe de décision de l'OMC. Les CE aimeraient connaître le point de vue des États-Unis quant à l'éventuelle adoption de la pratique des CE comme pratique générale dans le cadre de l'OMC. À propos de l'accès aux rapports finals et définitifs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, l'intervenant a déclaré que les CE continuaient d'étudier la proposition des États-Unis visant à ce que les rapports soient mis à la disposition des Membres et du grand public dans leur langue originale avant d'être traduit dans les autres langues officielles de l'OMC. À propos des mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*, il a fait observer que la proposition des CE était similaire à celle des États-Unis, l'une et l'autre préconisant l'élaboration de principes directeurs permettant d'établir de quelle manière ces mémoires devraient être traités dans le cadre de l'OMC. Il a déclaré que les CE aimeraient que les États-Unis fassent savoir quel moyen juridique pourrait être employé pour atteindre leurs objectifs. À cet égard, il se demandait si les États-Unis envisageaient une modification des règles pertinentes de l'OMC ou d'autres moyens juridiques. Les CE souhaiteraient en outre savoir si les États-Unis avaient des idées sur la manière dont les mémoires d'*amicus* pourraient être filtrés avant d'être admis dans la procédure de règlement des différends.

31. Le représentant de la Norvège a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis sur la transparence et a rappelé que son pays s'était prononcé en faveur d'une plus grande transparence lors de déclarations précédentes faites en session extraordinaire. Il a rappelé que les États-Unis

préconisaient d'autoriser le grand public à suivre toutes les réunions de fond organisées dans le cadre de la procédure de groupe spécial, de la procédure de l'Organe d'appel et de la procédure d'arbitrage, à l'exception des séances au cours desquelles des renseignements commerciaux confidentiels seraient examinés. Il a rappelé en outre que la proposition des États-Unis prévoyait la mise en place d'un ensemble fondamental de procédures que l'organe de décision pertinent aurait la possibilité, dans une certaine mesure, d'affiner à la lumière des circonstances particulières. Étant donné que les constatations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel pouvaient influencer directement sur l'activité économique et intéresser la société civile, la Norvège appuyait la proposition des États-Unis visant à ce que les communications présentées aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel soient rendues publiques le plus tôt possible. S'agissant de la proposition visant à ce que les communications soient adressées à un centre de documentation de l'OMC, la Norvège était d'avis que cela devrait être facultatif. Les parties devraient pouvoir décider des moyens d'information à employer pour rendre leurs communications publiques. Au sujet de la proposition visant à ce que le grand public puisse obtenir les rapports finals des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel en même temps que les parties, la Norvège estimait que si une telle solution devait être choisie, elle devrait également s'appliquer aux autres Membres de l'OMC. Cette proposition amenait toutefois à se poser la question de savoir si la période de 20 jours prévue pour l'examen des rapports du groupe spécial par l'ORD, précisée à l'article 16:1 du Mémoire d'accord, ainsi que le délai de pourvoi en appel, devraient courir à partir de la date ainsi avancée. L'intervenant a déclaré que la Norvège souhaiterait connaître le point de vue des États-Unis et des autres participants sur ce point, étant donné qu'une plus grande transparence faciliterait la réduction des délais de règlement des différends. Quant à la proposition qui visait à autoriser l'accès aux réunions de fond des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, il a déclaré que la Norvège n'en voyait pas clairement la nécessité. La Norvège aimerait que les États-Unis fassent savoir comment ils envisageaient la mise en œuvre de cette proposition et ses implications financières. Il pourrait être utile de mettre en œuvre la proposition à titre d'essai afin d'évaluer les aspects pratiques. À propos des mémoires présentés en qualité d'*amicus*, l'intervenant a déclaré que la Norvège avait indiqué auparavant avoir trouvé très intéressante la proposition des CE visant à modifier l'article 13 du Mémoire d'accord et qu'elle demanderait que cette proposition soit développée. La Norvège aimerait que les États-Unis expliquent précisément comment ils envisageaient la mise en œuvre de ces procédures et s'il était prévu que les mémoires d'*amicus* ne puissent être présentés que durant la phase du groupe spécial et non pas durant celle de l'Organe d'appel. S'agissant de la déclaration faite par les États-Unis dans leur proposition, à savoir que "[ê]tre mieux informés des différends en général pourrait aider les Membres à décider de faire valoir ou non leurs droits de tierces parties dans un différend particulier", l'intervenant a appelé également l'attention sur la déclaration que venaient de faire les États-Unis, selon laquelle les Membres qui réservaient leurs droits de tierce partie avaient le "droit" de participer, alors que les mémoires présentés en qualité d'*amicus* devaient d'abord être acceptés par le groupe spécial ou l'Organe d'appel. Ces deux déclarations pouvaient-elles inspirer la position des États-Unis quant aux droits des tierces parties durant les consultations? L'acceptation automatique des tierces parties aux consultations faciliterait l'évaluation par les Membres des droits des tierces parties durant les autres phases du processus. En ce qui concerne la proposition visant à apporter des modifications au Mémoire d'accord sous forme de directives plutôt que d'amendements, l'intervenant a déclaré que la Norvège préférerait que toute modification des règles actuelles dont les participants pourraient convenir soit consignée dans le Mémoire d'accord et qu'elle n'était donc pas favorable à des directives qui n'avaient pas de fondement juridique précis dans le texte du Mémoire d'accord lui-même.

32. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction la proposition des États-Unis qui, selon lui, soulevait des questions absolument fondamentales qui méritaient toute l'attention des participants. La session extraordinaire avait été chargée de réexaminer le Mémoire d'accord et d'étudier si les règles convenues en 1995 pouvaient être améliorées à la lumière de l'expérience des sept années précédentes. Une des réalités qu'il fallait garder présentes à l'esprit, ainsi que l'avaient signalé les États-Unis dans leur communication, était le fait que le système de règlement des différends de l'OMC avait suscité un intérêt considérable dans de nombreux secteurs

différents de la société. La Nouvelle-Zélande estimait qu'il s'agissait là d'une évolution positive. Cela résultait en partie du fait que le Mémorandum d'accord avait rempli efficacement sa fonction et que les Membres de l'OMC y avaient recouru maintes fois pour résoudre des différends commerciaux. Cependant, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, cela donnait aussi à penser qu'il y avait lieu de pousser plus avant l'examen des questions relatives à l'ouverture des processus de règlement des différends de l'OMC. Il s'agissait de toute évidence d'une question délicate qui exigerait un examen très attentif. La Nouvelle-Zélande pensait qu'il pourrait être utile, pour entamer les discussions sur ce sujet, d'approfondir l'examen des règles et des données d'expérience relatives à d'autres tribunaux internationaux chargés du règlement des différends, comme ceux qui étaient cités dans l'introduction du document des États-Unis. À cet égard, la Nouvelle-Zélande estimait qu'il serait utile que le Secrétariat produise un document rendant compte des règles et des pratiques d'autres organes judiciaires internationaux en matière d'ouverture des réunions. Ce document pourrait peut-être aussi envisager les implications pratiques de ces règles, y compris, par exemple, les lieux appropriés pour de telles réunions, la capacité des salles, les procédures de réunion à huis clos et le traitement des renseignements confidentiels. La Nouvelle-Zélande n'ignorait pas que certaines délégations avaient fait valoir que le système de règlement des différends de l'OMC était unique et qu'il était matériellement différent de ceux d'autres institutions intergouvernementales, mais elle était convaincue qu'un bref document factuel tel que celui qui venait d'être décrit faciliterait les discussions entre les participants. L'intervenant a déclaré que la Nouvelle-Zélande se pencherait à nouveau sur les autres propositions présentées par les États-Unis et qu'elle ferait part de ses observations lors d'une réunion ultérieure.

33. Le représentant de l'Inde a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis qui d'après lui abordait globalement deux questions, à savoir la transparence et les mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*. Au sujet des mémoires d'*amicus curiae*, la proposition des États-Unis s'efforçait de faire valoir qu'il s'agissait simplement d'une question de procédure. Elle indiquait que les Membres voudraient peut-être voir s'il serait utile d'adopter des directives pour traiter ces mémoires afin de répondre aux préoccupations de procédure qui avaient été soulevées par les Membres, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel. L'intervenant a déclaré que le point de vue de l'Inde sur ce sujet était bien connu. Dans ce contexte, il a rappelé la déclaration faite par l'Inde à la session extraordinaire du 15 juillet 2002 et a déclaré ne pas souhaiter exposer à nouveau les préoccupations de l'Inde et ses arguments contre l'examen par les organes quasi judiciaires de l'OMC de mémoires d'*amicus curiae* non sollicités. L'Inde souhaiterait préciser qu'il ne s'agissait pas d'une question de procédure. C'était en fait une question de fond qui était préjudiciable aux droits et obligations des Membres, en particulier des pays en développement Membres. Cette question avait été examinée et rejetée pendant le cycle d'Uruguay. L'Inde était d'avis que la proposition des États-Unis n'était pas acceptable par une majorité de Membres. Étant donné que les avis des Membres divergeaient, il vaudrait mieux que cette question soit réglée définitivement. Dans cet esprit, l'Inde présenterait ultérieurement une proposition sur ce sujet.

34. S'agissant de la proposition des États-Unis sur la transparence, l'Inde estimait qu'il n'était pas nécessaire d'ouvrir les procédures de règlement des différends aux organes d'information et au grand public. Si le processus de règlement des différends était rendu accessible au grand public, il serait tout à fait possible que les médias influent sur l'issue de la procédure, transformant le processus en un jugement par les médias. Il s'agirait là d'une évolution néfaste, puisqu'un déni de justice pourrait en résulter. L'Inde était d'avis que les questions factuelles et juridiques que soulevaient les différends commerciaux devaient être discutées avec objectivité et sans passion plutôt que sous le regard du public et les feux des médias. En outre, cela pourrait représenter un lourd défi pour les Membres, en particulier les pays en développement Membres, puisqu'il leur faudrait non seulement se faire représenter par les meilleurs juristes possibles mais aussi se soucier des relations avec les médias. C'était tout simplement impossible. L'Inde ne pensait pas, comme le prétendaient les États-Unis, que le paragraphe 10 de la Déclaration ministérielle de Doha cautionnait leur proposition sur la transparence. On ne pouvait déduire de ce paragraphe que les ministres s'étaient prononcés en faveur

de l'ouverture du processus au grand public. Les antécédents des États-Unis en matière de transparence dans les affaires de règlement des différends n'étaient ni encourageants ni inspirants. Dans ce contexte, l'intervenant a fait référence à la déclaration de la Norvège et a fait observer que les États-Unis s'étaient constamment opposés à l'extension des droits des tierces parties dans un certain nombre d'affaires. On pouvait citer notamment les affaires FSC, Crevettes, SHTF, Automobiles, etc. Les États-Unis et les Communautés européennes n'avaient notifié qu'au bout d'un an environ à l'ORD leur solution convenue d'un commun accord dans une affaire de textiles. Ils n'avaient par ailleurs pas divulgué l'arrangement auquel ils étaient parvenus dans l'affaire du droit d'auteur. L'Australie avait demandé aux parties de respecter leurs obligations de notification, mais ces demandes avaient été ignorées. Il semblait clair que les États-Unis étaient plus préoccupés par les droits du grand public et des médias que par ceux des Membres de l'OMC. Pour cette raison, l'Inde ne pouvait accepter la proposition des États-Unis sur la transparence.

35. Le Président a déclaré que le Secrétariat lui avait fait savoir qu'il pourrait préparer le document factuel demandé par la Nouvelle-Zélande sur les règles et pratiques d'autres organes judiciaires internationaux en matière de transparence. Il a insisté sur le fait que ce document n'avait pour but que d'aider les participants à examiner les propositions relatives à la transparence et qu'il incomberait à ceux-ci de tirer leurs propres conclusions.

36. Le représentant de Hong Kong, Chine a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que les questions abordées dans cette proposition étaient hautement sujettes à controverse et ne recueillaient pas de consensus entre les Membres. S'agissant de la proposition visant à autoriser l'accès du grand public aux réunions tenues dans le cadre de la procédure de groupe spécial, de la procédure de l'Organe d'appel et de la procédure d'arbitrage, il a déclaré que si Hong Kong, Chine reconnaissait l'influence que les décisions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel pouvaient avoir sur certains secteurs de la société civile, elle doutait qu'une plus grande ouverture garantisse une meilleure exécution des obligations et renforce la crédibilité du système de règlement des différends. Cette thèse avait été contredite par un certain nombre de spécialistes qui affirmaient que l'ouverture du processus serait inutile et pourrait compliquer les efforts des parties pour parvenir à une solution convenue d'un commun accord. Il était plus probable que les parties durcissent leurs positions si le grand public était parfaitement informé des faits et des circonstances se rapportant à une affaire donnée. Cela contredirait l'objectif principal du mécanisme de règlement des différends. L'intervenant a déclaré à ce propos que Hong Kong, Chine s'accordait à reconnaître avec le Chili que la procédure suivie par le groupe spécial et l'Organe d'appel ne pouvait être comparée à celle d'un tribunal ayant une compétence nationale. La procédure de l'OMC ne se voulait pas contradictoire; son objectif principal était d'aider les parties à trouver un moyen amiable de régler leur différend. En ce sens, le système était unique et ne pouvait être comparé aux mécanismes d'autres institutions intergouvernementales. L'intervenant a déclaré que Hong Kong, Chine appuyait toutefois la proposition relative à l'accès du public aux rapports en temps voulu. La publication rapide des rapports des groupes spéciaux ne porterait pas atteinte aux droits fondamentaux des parties et pourrait permettre au public de mieux comprendre le mécanisme de règlement des différends. Hong Kong, Chine ne pensait pas qu'il y ait lieu d'exiger des parties et des tierces parties à un différend qu'elles rendent publiques leurs communications; cela devrait être laissé à la discrétion de chaque partie au différend. Hong Kong, Chine doutait en outre de l'utilité de créer un bureau central auquel les parties devraient adresser leurs communications. Cela imposerait des charges administratives au Secrétariat qui subissait déjà de lourdes contraintes en termes de ressources humaines. À propos des mémoires présentés en qualité d'*amicus*, l'intervenant a déclaré que Hong Kong, Chine approuvait un grand nombre des arguments avancés par l'Inde dans sa déclaration à la troisième session extraordinaire. Elle reconnaissait avec l'Inde que cette question n'avait pas été réglée par l'Organe d'appel et qu'elle était toujours en attente d'une résolution définitive. L'Inde était aussi d'avis que l'acceptation des mémoires d'*amicus* imposerait une charge aux parties au différend et ralentirait en outre la procédure. Dans ce contexte, elle n'était pas d'accord avec les États-Unis pour considérer que l'acceptation de ces mémoires n'aurait pas d'effet sur les délais de règlement des

différends. Tout en souhaitant procéder à un examen plus approfondi du point de vue des États-Unis sur cette question, Hong Kong, Chine estimait qu'étant donné l'ampleur des divergences qui existaient entre les Membres, il ne serait pas possible de parvenir à un consensus sur cette question.

37. Le représentant des Philippines a accueilli avec satisfaction de la proposition des États-Unis et s'est dit conscient de l'importance que revêtait cette question pour ceux-ci. Les Philippines avaient cependant de graves préoccupations à exprimer au sujet des propositions présentées par les États-Unis. L'intervenant a déclaré que son pays ne comprenait pas pourquoi il était nécessaire que la société civile et les Membres qui n'étaient pas parties au différend aient la possibilité de suivre l'exposé des arguments ou les procédures. S'ils souhaitaient prendre connaissance des faits relatifs à l'affaire et des circonstances s'y rapportant, ils pouvaient lire les rapports et communications pertinents lorsque ceux-ci étaient rendus publics. Les Membres qui avaient un intérêt dans l'affaire pouvaient participer aux délibérations en tant que tierces parties ou pouvaient même demander la tenue de consultations pour leur propre compte. Le système de règlement des différends de l'OMC était unique et il n'était pas utile que les États-Unis le compare à ceux d'autres institutions intergouvernementales comme la Cour internationale de justice, le Tribunal pénal international ou le Tribunal international du droit de la mer. Si des secteurs de la société civile pouvaient subir le contrecoup des décisions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, c'était à leur gouvernement qu'il incombait de défendre leurs intérêts. Considérant l'argument des États-Unis selon lequel une transparence accrue pourrait promouvoir une meilleure exécution des obligations et accroître la crédibilité du système de règlement des différends, l'intervenant a déclaré que la question déterminante était de savoir si les groupes spéciaux et l'Organe d'appel auraient décidé différemment dans des affaires passées si le grand public avait été autorisé à suivre les procédures. Les Philippines s'accordaient à reconnaître avec d'autres participants que l'ouverture du processus aux médias et au grand public pourrait compliquer les efforts faits par les parties pour parvenir à une solution convenue d'un commun accord et encourager celle-ci à adopter pour les médias une certaine posture afin de signifier à leurs partenaires nationaux que leurs intérêts étaient vigoureusement défendus à l'OMC. À propos de l'argument selon lequel le fait d'être mieux informé au sujet des différends pourrait aider les Membres à décider de réserver ou non leurs droits de tierce partie dans un différend particulier, l'intervenant a déclaré que cela n'était valable que pour des différends à venir, étant donné que ces droits devaient être réservés dans les dix jours suivant l'établissement du groupe spécial. Un Membre ne pouvait pas décider de se porter tierce partie à mi-course. Les Membres qui décidaient de se porter tierce partie à un différend étaient généralement motivés par des considérations d'ordre commercial. Il semblait clair que la proposition des États-Unis était destinée à satisfaire l'électorat de ce pays. Si la société civile aux États-Unis voulait être mieux informée au sujet du système de règlement des différends de l'OMC, il incombait aux États-Unis de répondre à cette demande. Il n'était pas raisonnable que les États-Unis tentent de résoudre leurs problèmes intérieurs dans un contexte multilatéral. Au sujet de la proposition visant à ce que le public puisse avoir accès aux rapports et aux autres documents en temps voulu, l'intervenant a déclaré que les Philippines estimaient que ces rapports et communications devaient être mis à la disposition du grand public dans des délais raisonnables.

38. Le représentant du Brésil a salué la proposition des États-Unis, dont son pays approuvait certains des éléments, en particulier ceux qui avaient trait à l'accès en temps voulu du public aux communications et rapports. Le Brésil était désireux de collaborer avec les États-Unis pour affiner ces propositions. À propos de l'accès du public en général à la procédure de groupe spécial et à la procédure de l'Organe d'appel, l'intervenant a fait observer que dans la plupart des juridictions nationales, le public avait le droit suivre les délibérations sauf, par exemple, lorsque des renseignements ou des preuves à caractère confidentiel étaient examinés. Il ne fallait toutefois pas oublier que le mécanisme de règlement des différends de l'OMC n'était pas un tribunal, ainsi que l'avait précisé le Chili. Il n'y avait donc pas lieu de le comparer à d'autres systèmes. C'était une instance quasi judiciaire en même temps qu'un organe de négociation. Il faudrait procéder à une évaluation complète des ramifications de la proposition des États-Unis avant de prendre une décision.

Le fait de permettre l'accès du public aux réunions encouragerait-il les parties à être plus coopératives ou aurait-il pour effet de durcir les positions et de rendre plus difficile la conclusion de compromis? L'ouverture au public serait invariablement profitable au monde développé car il ne serait pas financièrement à la portée des personnes et des organisations du monde en développement d'assister à ces réunions. À propos des mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*, le Brésil était d'avis que la proposition des États-Unis soulèverait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Il serait indiqué de donner à ces mémoires les qualificatifs d'*amicus partis* ou *amicus causae* étant donné qu'ils étaient habituellement destinés à aider l'une des parties et non pas à éclairer le groupe spécial ou l'Organe d'appel. Le Brésil serait plutôt partisan de maintenir l'actuel article 13 du Mémoire d'accord qui autorisait les groupe spéciaux à demander des renseignements. Il devrait toutefois aller de soi que ce droit ne s'étendait pas au fait de recevoir des renseignements non sollicités.

39. La représentante du Canada a annoncé qu'elle allait présenter des observations préliminaires au sujet de la proposition des États-Unis. Le Canada approuvait l'objectif qui consistait à accroître la transparence des procédures de règlement des différends de l'OMC car il était persuadé qu'autoriser l'accès du public aiderait à dissiper la suspicion au sujet du mécanisme de l'OMC. Les observateurs intéressés pourraient se rendre compte par eux-mêmes de la manière hautement professionnelle et impartiale dont fonctionnait le mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Autoriser l'accès du public en général ne signifiait pas que des dispositifs ne pourraient pas être adoptés pour protéger les informations sensibles, y compris les renseignements commerciaux confidentiels. À propos de l'accès du public aux communications en temps voulu, l'intervenante a déclaré que la pratique du Canada consistait à rendre ces communications publiques au moment où il les présentait, après en avoir éliminé tout renseignement commercial confidentiel. Elle a fait observer à ce sujet que le Canada n'était pas le seul pays à avoir adopté cette pratique et qu'un certain nombre de Membres procédaient également ainsi. Le Canada appuyait la proposition des États-Unis visant à modifier le Mémoire d'accord afin que les communications soient rendues publiques. À propos de l'accès en temps utile aux rapports finals, l'intervenante a déclaré que le Canada était d'accord avec les États-Unis pour que ces rapports soient publiés dès que possible, après que tout renseignement commercial confidentiel en ait été retiré. Le Canada était désireux de collaborer avec les participants afin de parvenir à un accord sur le délai le plus bref dans lequel ces rapports devraient être mis à la disposition du public compte tenu de la nécessité de respecter la politique de l'OMC en matière de distribution des rapports dans les trois langues officielles de l'organisation. À propos des communications d'*amicus curiae*, l'intervenante a déclaré que le Canada était favorable à l'adoption de procédures convenues multilatéralement pour le traitement de ces communications. La situation actuelle, dans laquelle les procédures étaient décidées au cas par cas, n'était pas satisfaisante. Le Canada se réservait le droit de faire ultérieurement une déclaration détaillée sur l'une ou l'autre des propositions.

40. Le représentant de l'Indonésie a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays s'accordait à reconnaître avec les États-Unis que le mécanisme de règlement des différends de l'OMC pouvait influencer sur de larges segments de la société civile. L'Indonésie était toutefois d'avis qu'il incombait à chaque Membre de tenir la société civile informée de l'évolution d'un différend auquel il était partie ou tierce partie et d'expliquer quelles étaient les répercussions de la décision prise par le groupe spécial ou l'Organe d'appel, selon le cas. Le mécanisme de règlement des différends de l'OMC était unique et ne pouvait se comparer aux systèmes judiciaires d'autres organisations intergouvernementales. Une caractéristique essentielle du système de l'OMC était la flexibilité dont disposaient les Membres pour rechercher des solutions convenues d'un commun accord. La nature confidentielle des procédures encourageait les parties à être plus coopératives pendant les consultations bilatérales organisées en vue de résoudre le différend. L'Indonésie estimait que cet aspect du système actuel devrait être maintenu tel qu'il était. La position qu'avait prise l'Indonésie sur ce sujet ne signifiait pas qu'elle était opposée à la transparence. S'agissant de l'argument selon lequel une transparence accrue pourrait faciliter la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD et renforcer la crédibilité du système, l'intervenant a déclaré

que pour l'Indonésie, le lien entre la transparence et la mise en œuvre était très ténu et que la mise en œuvre dépendait de la volonté politique du Membre défendeur. À propos de l'ouverture des procédures au public, il a déclaré que l'Indonésie n'en voyait pas la nécessité. Une telle ouverture pourrait rendre difficile pour les parties de parvenir à une solution convenue d'un commun accord. Il était probable que chaque partie durcisse sa position, rendant extrêmement ardue la recherche d'un règlement politique. Au sujet des mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*, l'Indonésie estimait que cette question pourrait être résolue si toutes les personnes ou tous les groupes intéressés soumettaient leurs mémoires par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs qui, à leur tour, pourraient décider de les incorporer dans leurs propres communications. Actuellement, les communications d'un certain nombre de Membres se faisaient l'écho des intérêts et des préoccupations de plusieurs groupes disparates au nombre desquels figuraient les milieux d'affaires et les organisations non gouvernementales. Le caractère intergouvernemental de l'OMC devrait être préservé; seuls les Membres devraient pouvoir soumettre directement leurs points de vue aux groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel. L'un des principaux défis que l'OMC avait à relever consistait à trouver les moyens d'améliorer la transparence interne. La question de la transparence externe pourrait être résolue si les Membres mettaient en place une politique efficace de coordination interne.

41. Le Président a noté les divergences dans les opinions des participants sur la question et a déclaré que cet examen serait repris ultérieurement.

42. Le représentant de la Malaisie a déclaré que son pays ne pouvait se joindre à aucun consensus sur cette question. Il a indiqué qu'il n'était pas nécessaire que le Secrétariat prépare le document demandé par la Nouvelle-Zélande, le système de règlement des différends de l'OMC étant différent des systèmes judiciaires d'autres institutions intergouvernementales.

43. Le représentant de l'Uruguay a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis, dans laquelle il distinguait quatre thèmes principaux, à savoir i) l'ouverture des réunions au public; ii) l'accès en temps voulu aux communications; iii) l'accès au temps voulu aux rapports finals; iv) les communications d'*amicus curiae*. Il a déclaré que tout en étant favorable à une transparence accrue, l'Uruguay souhaitait formuler les observations suivantes au sujet de la proposition des États-Unis. S'agissant de l'accès en temps voulu aux communications et aux rapports finals, l'Uruguay était d'avis qu'il fallait examiner de manière constructive les propositions des États-Unis étant donné qu'elles pourraient se traduire par un accroissement de la transparence et de l'efficacité. Au sujet de l'autorisation accordée au public de suivre les réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, sauf lorsque des renseignements commerciaux confidentiels étaient examinés, il a déclaré que cette proposition devait être étudiée en détail étant donné la nature intergouvernementale et contractuelle de l'OMC et l'éventualité que certaines sociétés privées et certaines organisations non gouvernementales en viennent à jouer un rôle plus important dans le processus que certains Membres, en particulier les pays en développement. À propos des communications d'*amicus curiae*, il a noté la formulation mûrement réfléchie de la proposition des États-Unis. Se référant à la déclaration (WT/GC/38 et Corr.1) faite par l'Uruguay à la réunion du 22 novembre 2000 du Conseil général, il a fait savoir que la position de l'Uruguay sur cette question n'avait pas changé. La question des communications d'*amicus curiae* n'était pas une question de transparence; elle soulevait des problèmes systémiques et institutionnels étant donné que le mécanisme de règlement des différends ne créait des droits et des obligations que pour les Membres. La question à laquelle il fallait répondre était de savoir si les mémoires d'*amicus* présentés par des tiers représenteraient une contribution positive au mécanisme de règlement des différends. L'Uruguay était d'avis que les droits accordés aux tierces parties non Membres ne devraient pas être plus importants que les droits des Membres. Les problèmes qui pourraient résulter de l'acceptation de communications non sollicitées étaient nombreux et complexes. L'intervenant a demandé instamment aux participants, lors de leur examen de cette question, de tenir compte des points de vue exprimés par les Membres à la réunion du 22 novembre 2000 du Conseil général.

44. Le représentant de la Thaïlande a salué la proposition des États-Unis qui, selon lui, soulevait un certain nombre de questions importantes qui devaient faire l'objet d'un examen attentif. La Thaïlande reconnaissait avec les États-Unis que les recommandations et décisions de l'ORD pouvaient avoir des incidences pour de larges segments de la société civile, ainsi que pour des pays non Membres. Il fallait toutefois prendre des précautions avant d'ouvrir le processus au grand public. La transparence interne avait tout autant d'importance pour ce qui était de renforcer la confiance des Membres dans le système de règlement des différends. Il importait que les participants examinent le rôle des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Le système de règlement des différends de l'OMC ne pouvait se comparer à un tribunal. La nature confidentielle des procédures encourageait les parties à résoudre leur différend, en particulier lorsque des questions d'importance nationale étaient en jeu et que, l'une ou l'autre partie ne souhaitait pas rendre l'affaire publique. Il ne fallait pas oublier non plus que dans le contexte de l'OMC, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel faisaient des recommandations à l'ORD qui pouvait décider de les accepter ou de les rejeter. Il fallait aussi que les participants se penchent davantage sur la question de savoir s'ils voulaient que l'OMC ait des comptes à rendre à la société civile en dehors de tout engagement ou obligation. Au sujet de la proposition relative à l'accès en temps voulu aux communications des parties et aux transcriptions des déclarations orales, l'intervenant a déclaré que la Thaïlande n'était pas sûre que telle fût la pratique de tout tribunal international. Il a demandé aux États-Unis d'apporter des arguments supplémentaires à l'appui de leur proposition. Il a déclaré que la Thaïlande était prête à accepter la proposition visant à ce que le rapport final du groupe spécial soit mis à la disposition du public dès qu'il était remis aux parties. À propos des communications d'*amicus curiae*, il a déclaré que la Thaïlande était consciente des divergences de vues des participants et a fait valoir que les droits des Membres qui n'étaient pas parties à un différend devaient être plus importants que les droits accordés aux tierces parties conformément au Mémorandum d'accord.

45. Le représentant de la Suisse a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays était en faveur d'une transparence accrue du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. À propos de l'accès du public aux réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, il a déclaré que la Suisse avait des doutes quant à la nécessité d'accorder ce droit. L'objectif principal du système de règlement des différends était de promouvoir un règlement bilatéral des différends. Cet objectif serait rendu vain si les membres de la société civile étaient en mesure d'assister aux réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, ce qui se traduirait probablement par un durcissement des positions des parties soucieuses de prouver à leurs mandants que leurs intérêts étaient défendus avec vigueur. Il incombait à chaque Membre de tenir sa société civile informée de tout fait nouveau se produisant à l'OMC relativement à toute affaire dans laquelle il était partie ou avait un intérêt. La Suisse appuyait la proposition visant à permettre au public d'accéder en temps voulu aux communications des parties et aux rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. À propos des mémoires d'*amicus curiae*, l'intervenant a rappelé la position de la Suisse, à savoir que ces mémoires pourraient nuire au caractère intergouvernemental de l'OMC. Les droits des Membres qui n'étaient pas parties à un différend ne devaient pas être plus importants que les droits accordés aux tierces parties. Il y avait un véritable risque que les communications d'*amicus curiae*, une fois acceptées, représentent une charge excessive pour les parties au différend, en particulier dans le cas de délégations restreintes.

46. Le représentant du Mexique a salué la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays avait pris note des déclarations faites par les orateurs précédents au sujet de cette proposition. Il fallait garder présent à l'esprit le fait que le système de règlement des différends de l'OMC ne prenait en considération que les droits et obligations des Membres. Le Mémorandum d'accord était flexible et avait été rédigé de manière à répondre aux préoccupations des Membres. Quant aux problèmes restants, c'était dans une large mesure la pratique qui permettrait d'en résoudre un certain nombre. Le Mexique était convaincu que les États-Unis souhaitaient déplacer un problème national sur le plan multilatéral. Comme l'avait déclaré le Chili, rien n'empêchait les États-Unis, pour exposer leurs arguments à un groupe spécial ou à l'Organe d'appel, d'inclure dans leur délégation des législateurs ou

tout représentant d'un groupe intéressé. Au sujet de l'accès en temps voulu aux communications, l'intervenant a déclaré que le Mexique avait noté que la pratique des États-Unis et d'un certain nombre de Membres consistait à rendre leurs communications publiques en même temps qu'elles étaient remises à l'OMC. Le Mexique estimait toutefois qu'il serait injuste d'obliger tous les Membres à adopter cette pratique. À propos des mémoires d'*amicus curiae*, le Mexique était d'avis que rien n'empêchait les États-Unis ni tout autre participant qui appuyait cette proposition d'inclure les arguments de la société civile dans leurs communications écrites; rien n'empêchait non plus ces pays de soumettre des projets de communications au public ou à des groupes d'intérêt spécifiques. À propos de l'accès en temps voulu aux rapports finals, le Mexique était d'avis qu'une augmentation importante du budget consacré à la traduction accélérerait la diffusion des rapports dans les trois langues officielles de l'OMC.

47. Le représentant du Pérou a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays était favorable à une amélioration de la transparence du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le Pérou avait des réserves à émettre au sujet de la proposition visant à autoriser le grand public à assister aux réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Une telle mesure pourrait influencer de façon malencontreuse sur la nature intergouvernementale de l'organisation et pourrait en outre être préjudiciable aux procédures actuelles. Le Pérou avait aussi des réserves à émettre au sujet de la proposition relative à l'accès du public en temps voulu aux communications et documents et à la création d'un bureau central auquel ces communications devraient être remises. À propos des mémoires d'*amicus curiae*, le Pérou estimait que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne devraient pas recevoir de mémoires non sollicités. S'agissant de l'accès en temps voulu aux rapports finals, le Pérou était prêt à accepter que ces rapports soient distribués aux Membres et au public après avoir été mis à la disposition des parties au différend.

48. Le représentant de la Corée a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis, qui abordait une question importante et controversée. Il a précisé que la Corée souhaitait présenter des observations préliminaires étant entendu qu'elle pourrait faire ultérieurement d'autres déclarations au sujet de cette proposition. En règle générale, la Corée était en faveur d'une transparence accrue du processus de règlement des différends de l'OMC. Accroître la transparence pourrait amener le public à mieux connaître le système de règlement des différends de l'OMC, dont la crédibilité s'en trouverait à coup sûr renforcée. La difficulté résidait dans l'ampleur à donner à ce renforcement. L'intervenant a rappelé la position de la Corée, à savoir que toute proposition devrait être compatible avec les principes fondamentaux de l'actuel Mémoire d'accord, en particulier le règlement rapide des différends et la préférence pour les solutions convenues d'un commun accord. Dans le système actuel, il était loisible aux parties de négocier une solution diplomatique à leur différend indépendamment du stade de développement de ce différend. La volonté des parties de faire preuve d'esprit de conciliation pourrait être contrariée si le processus devait être ouvert au public ainsi que le suggérait les États-Unis, c'est-à-dire si le public devait pouvoir suivre les réunions et recevoir rapidement toutes les communications des parties au différend. La Corée était toutefois favorable à ce que le public puisse avoir accès aux rapports finals dans des délais assez brefs. La proposition des États-Unis à cet égard méritait d'être examinée plus avant.

49. La représentante de Singapour a salué la proposition des États-Unis et a déclaré que pour son pays, le système de règlement des différends fonctionnait de façon satisfaisante. Elle a rappelé que l'objectif ultime de ce système était de trouver une solution rapide au différend qui opposait les parties et elle a fait valoir que le système de l'OMC ne pouvait se comparer à un tribunal ayant une compétence nationale. Cela étant, elle a reconnu que la proposition des États-Unis posait quelques problèmes à Singapour. L'ouverture du processus au public pourrait rendre difficile pour les parties de parvenir à des solutions convenues d'un commun accord. Une fois le public informé en détail des faits et des circonstances de l'affaire, les parties auraient tendance à durcir leur position. Le fait d'autoriser le public à assister aux réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel serait en outre préjudiciable à la nature intergouvernementale de l'OMC. L'intervenante a noté que certaines des

propositions des États-Unis étaient appliquées par certains Membres et elle a fait observer que les Membres ne rencontraient pas tous les mêmes problèmes que les États-Unis en termes de perception par le public d'un mécanisme de règlement des différends de l'OMC qui serait dénué de transparence et manquerait de légitimité. À propos des mémoires d'*amicus curiae*, elle a déclaré que Singapour s'accordait à reconnaître avec l'Uruguay qu'il ne s'agissait pas strictement d'un problème de transparence et qu'un certain nombre de questions systémiques se posaient à cet égard. Singapour était d'avis que les mémoires non sollicités ne devraient pas être acceptés; les groupes spéciaux et les parties au différend devraient se concentrer sur le fond de l'affaire considérée et ne pas avoir à examiner les opinions de groupes d'intérêt.

50. Le représentant de la Colombie a accueilli avec satisfaction la proposition des États-Unis et a déclaré qu'il entraînait dans le mandat de la session extraordinaire d'examiner la transparence et les mémoires d'*amicus curiae*. Il a fait valoir que le système de règlement des différends était unique et qu'il ne fallait donc pas le comparer aux systèmes judiciaires d'autres institutions intergouvernementales. La Colombie émettait des réserves au sujet de l'ouverture des réunions aux médias et au public, ce qui donnerait l'impression que l'OMC était un organe supranational, alors que tel n'était pas le cas. L'intervenant a rappelé que l'objectif premier du système de règlement des différends était d'encourager les parties à un différend à parvenir à une solution convenue d'un commun accord. Cet objectif serait difficile à atteindre si le processus était soumis à l'examen minutieux des médias et du public. L'OMC était une institution intergouvernementale et de ce fait, le grand public ne devrait pas avoir directement accès au mécanisme de règlement des différends. L'ouverture du processus au grand public ne bénéficierait qu'à une poignée de groupes d'intérêt dans les pays développés. La Colombie ne voulait pas que l'OMC se réduise à un forum où des sociétés multinationales discuteraient entre elles ou avec des organisations non gouvernementales. L'OMC avait joué un rôle très important dans l'arène économique internationale de l'après-guerre et elle devrait continuer à jouer un rôle de premier plan dans la recherche de solutions aux problèmes de plus en plus nombreux qui se posaient dans le monde et, en particulier, dans les pays en développement. C'était la raison pour laquelle la Colombie n'était disposée à accepter aucune proposition qui irait finalement à l'encontre de la nature intergouvernementale de l'OMC. À propos des communications d'*amicus curiae*, l'intervenant a déclaré que le point de vue de la Colombie était déjà connu et qu'il ne souhaitait donc pas l'exposer à nouveau. Il se contenterait de dire que ce point de vue était identique à celui qu'avait exprimé l'Inde à la troisième session extraordinaire, le 15 juillet 2002.

51. La représentante de la Hongrie a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis, au sujet de laquelle son pays avait quelques observations préliminaires à formuler. La Hongrie était de manière générale en faveur d'une transparence accrue du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Elle avait cependant des doutes au sujet de la proposition visant à accorder au public le droit d'assister aux délibérations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. L'OMC était une institution intergouvernementale et, pour cette raison, le grand public ne devrait pas avoir directement accès au mécanisme de règlement des différends. La Hongrie était à même d'appuyer la proposition relative à l'accès en temps voulu du public aux rapports finals. À propos des mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*, l'intervenante a déclaré que le Mémoire d'accord ne contenait aucune règle spécifique concernant l'acceptation ou l'interdiction de ces mémoires. Cependant, en interprétant les dispositions pertinentes du Mémoire d'accord et en procédant au cas par cas, l'Organe d'appel avait autorisé des Membres qui n'étaient pas parties à un différend à présenter des mémoires. Une solution multilatérale consensuelle serait préférable à l'actuelle manière de procéder au cas par cas.

52. Le représentant du Costa Rica a salué la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays s'était toujours méfié des propositions qui, sous couvert de promouvoir la transparence, modifieraient la nature intergouvernementale de l'OMC. La proposition des États-Unis semblait fondée sur l'idée que le mécanisme de règlement des différends n'offrait pas de garanties suffisantes aux Membres de l'OMC. Or au contraire, ce mécanisme avait permis de sauvegarder très efficacement les intérêts de

tous les Membres. S'il reconnaissait que le Mémorandum d'accord pouvait avoir besoin de quelques ajustements, le Costa Rica était d'avis que les propositions des États-Unis ne renforceraient pas le système au profit de tous les Membres. Il était probable que la proposition des États-Unis compromette la nature intergouvernementale de l'OMC et ne profite qu'à quelques groupes d'intérêt dans le monde développé, ainsi que l'avait mentionné la Colombie. L'intervenant a rappelé que le Chili avait justement fait valoir que le mécanisme de règlement des différends avait pour but de trouver des solutions aux différends commerciaux et qu'il ne s'agissait pas d'un tribunal. Ce mécanisme était unique et ne pouvait être comparé aux systèmes judiciaires d'autres institutions intergouvernementales. Il était impératif que les Membres continuent de disposer d'une flexibilité suffisante pour explorer les possibilités de parvenir à des solutions convenues d'un commun accord. À propos de l'accès aux renseignements, l'intervenant a déclaré que, pour le Costa Rica, il incombait aux gouvernements de fournir des renseignements aux groupes intéressés de leur pays. L'OMC ne devrait pas intervenir dans les processus consultatifs nationaux des Membres. La position des tierces parties ne pouvait se comparer à celle des groupes d'intérêt particuliers qui n'avaient aucun droit ni aucune obligation au titre de l'Accord sur l'OMC. Il était impossible de ne pas tenir compte de la légitimité et de la responsabilité de ces groupes d'intérêt particuliers dans les discussions sur ce sujet. Le Costa Rica n'était pas en mesure d'approuver l'élaboration de procédures indicatives concernant l'acceptation des mémoires présentés en qualité d'*amicus curiae*. La nature intergouvernementale de l'OMC devrait être préservée.

53. Le représentant du Venezuela a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays appuyait de manière générale une amélioration de la transparence du mécanisme de règlement des différends, bien qu'il désapprouve la plupart des éléments de la proposition des États-Unis. Il a fait référence à la déclaration qui figurait dans cette proposition, selon laquelle les recommandations et décisions de l'ORD pouvaient affecter de larges secteurs de la société civile, et a fait observer que pratiquement toutes les décisions de l'OMC et d'autres organisations internationales comme l'OCDE avaient une incidence sur la société civile. Si la conclusion logique de la déclaration des États-Unis devait être tirée, il faudrait autoriser le grand public à suivre les réunions des divers organes de l'OMC, ainsi que les négociations. L'intervenant a déclaré que le Venezuela s'accordait à reconnaître avec d'autres participants que le système de règlement des différends de l'OMC était unique et qu'il n'était pas possible de le comparer à un tribunal ayant une compétence nationale non plus qu'aux systèmes judiciaires d'autres institutions intergouvernementales comme la Cour internationale de justice. Quant aux troisième et quatrième propositions des États-Unis, il a fait observer qu'elles étaient déjà appliquées, bien qu'il y ait matière à procéder à des améliorations supplémentaires dans ce domaine. S'agissant des mémoires d'*amicus curiae*, il a déclaré que le Venezuela estimait comme l'Uruguay qu'il ne s'agissait pas strictement d'un problème de transparence et que la question avait des implications d'ordre général dont il fallait tenir compte.

54. Le représentant de l'Équateur a pris acte avec satisfaction de la proposition des États-Unis et a déclaré que son pays s'accordait à reconnaître avec le Venezuela qu'il n'y avait pas que les décisions de l'ORD qui avaient une incidence sur la société civile. Ce qui était nécessaire, c'était une plus grande transparence de toutes les opérations de l'OMC. L'Équateur était opposé à l'accès du public aux réunions des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Le caractère intergouvernemental de l'OMC devrait être préservé. Si l'accès du public et des médias devait être autorisé, il serait probable que le processus soit pris en otage par quelques institutions non gouvernementales et autres groupes d'intérêt qui mettraient en avant les questions les intéressant. Cela influencerait les parties et ruinerait leurs efforts pour parvenir à des solutions convenues d'un commun accord. Une solution de compromis consisterait pour les parties au différend à décider au cas par cas d'autoriser ou non l'accès du public. Si une des parties n'était pas d'accord, le public ne serait pas autorisé à assister aux réunions. À propos des mémoires d'*amicus curiae*, l'Équateur estimait que la situation actuelle, dans laquelle ces mémoires étaient acceptés au cas par cas par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel, n'était pas satisfaisante et qu'il faudrait régler cette question définitivement. L'Équateur proposait une solution de compromis qui consisterait à demander aux parties au différend, et non pas au groupe

spécial ni à l'Organe d'appel, de décider si les mémoires d'*amicus curiae* devaient être acceptés. Lorsque les parties ne seraient pas d'accord, ces mémoires ne seraient pas acceptés. Une autre solution serait celle qu'avait proposée le Mexique, à savoir qu'il incomberait aux parties au différend d'incorporer dans leurs communications les points de vue exprimés par les divers groupes d'intérêt.

55. Le représentant des États-Unis a déclaré qu'un certain nombre de participants avaient soulevé la question de savoir pourquoi il fallait une plus grande transparence quand le public pouvait toujours lire ultérieurement les rapports et prendre pleinement connaissance des questions qui étaient débattues. Il a une nouvelle fois fait valoir que cet argument pouvait être retourné: le fait que les communications des parties seraient finalement rendues publiques était la raison pour laquelle elles devraient être divulguées dès le départ. Les garder secrètes n'avait aucune utilité, si ce n'était d'encourager la spéculation et les malentendus quant à la nature du processus. Quant à l'argument selon lequel le fait de rendre les rapports publics pourrait compliquer les efforts des parties au différend pour parvenir à des solutions convenues d'un commun accord et porter atteinte à la nature bilatérale du système de règlement des différends, les États-Unis souhaitaient souligner que leur proposition ne compromettrait aucun de ces éléments. Le but de cette proposition était d'accroître la confiance du public dans la procédure qui aboutirait à ce qu'une décision soit rendue relativement à un différend particulier. Une fois convaincu de la transparence et de l'équité de la procédure, le public pourrait alors appuyer le système et les décisions qui en découlaient. À propos de l'accès aux réunions, les États-Unis étaient d'avis que permettre l'accès du public ne signifierait pas nécessairement qu'il y aurait une multitude de personnes pour assister aux délibérations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, pas plus que cela n'impliquerait l'inclusion des observateurs dans les équipes des délégations. Les États-Unis entendaient souligner que les observateurs n'auraient pas le droit de prendre la parole ni d'élever des protestations pendant les réunions. Les réunions qui pourraient être ouvertes au public étaient essentiellement les réunions de fond tenues dans le cadre de la procédures de groupe spécial, de la procédure de l'Organe d'appel et de la procédure d'arbitrage – et non pas les réunions portant sur les questions de procédure ou préalables à l'engagement d'une procédure. À propos de la question de savoir si le public aurait des droits similaires à ceux des tierces parties, l'intervenant a réaffirmé qu'il n'était pas dans l'intention des États-Unis de mettre le public et les tierces parties sur un pied d'égalité et qu'il y avait une différence importante entre les deux: les tierces parties avaient le droit d'être entendues alors qu'un *amicus* n'avait pas de droit automatique. La demande et la communication d'un *amicus* devaient être acceptées par le groupe spécial ou l'Organe d'appel. À propos de la question connexe des communications présentées en qualité d'*amicus curiae*, les États-Unis estimaient qu'il serait préférable d'élaborer des principes directeurs, compte tenu en particulier du fait que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel acceptaient déjà les communications de ce type. Il fallait choisir entre n'appliquer aucune règle dans ce domaine ou définir des modalités d'acceptation et d'examen qui soient agréées par les Membres. S'agissant des délais dans lesquels les communications des parties devraient être rendues publiques, l'intervenant a rappelé que les États-Unis estimaient que ces communications devraient être rendues publiques dès le début. Il a fait part de la volonté des États-Unis de poursuivre la discussion de leurs propositions avec tout participant intéressé.

c) Proposition du Groupe africain (TN/DS/W/15)

56. Le représentant du Kenya, s'exprimant au nom du Groupe africain (le Groupe), s'est félicité d'avoir l'occasion de présenter la communication du Groupe à la session extraordinaire et a déclaré qu'un mécanisme efficace de règlement des différends était un élément central pour ce qui était de garantir la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Le système de règlement des différends donnait aux Membres la possibilité de défendre leurs droits et leurs attentes légitimes dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. L'intervenant a déclaré que l'expérience africaine du mécanisme de règlement des différends de l'OMC n'avait pas toujours été encourageante. Les pays africains avaient rencontré un certain nombre d'obstacles lorsqu'ils avaient voulu faire respecter leurs droits et amener leurs partenaires commerciaux à remplir leurs obligations. C'est en se fondant sur cette

expérience, qui n'était pas spécifique aux pays africains mais était aussi celle d'autres pays en développement, qu'ils avaient élaboré leurs propositions. Les pays africains espéraient que les négociations permettraient de prendre pleinement en considération leurs problèmes et d'y apporter des solutions équitables. Il fallait qu'il en soit ainsi pour renforcer la confiance des Membres dans le mécanisme de règlement des différends. Au sujet des problèmes que rencontraient les pays africains, l'intervenant a déclaré que le système de règlement des différends était compliqué et d'accès beaucoup trop onéreux. Pour résoudre ce problème, le Groupe avait proposé que l'OMC affecte des ressources suffisantes au soutien accordé aux pays en développement, en particulier aux pays africains. Les programmes d'assistance technique de l'OMC devraient être renforcés à cet égard. Dans le système actuel, le dommage subi par le Membre plaignant n'était pas compensé de manière satisfaisante lorsque les mesures incriminées étaient retirées avant ou après l'ouverture de la procédure. Pour remédier à cette situation au profit des pays en développement, le Groupe avait proposé que ces mesures soient notifiées sans délai à l'Organe de règlement des différends qui évaluerait alors le dommage causé à l'économie des pays en développement concernés et prendrait des mesures correctives, y compris en demandant au Membre défendeur de verser une compensation financière à la partie lésée. D'après l'expérience du Groupe, les moyens disponibles pour faire appliquer les recommandations et décisions de l'ORD, en particulier la suspension des concessions, défavorisaient les pays en développement. Pour faire en sorte que tous les Membres tirent tout le parti possible des mesures correctives prévues par le Mémoire d'accord, en particulier la suspension des concessions, le Groupe avait proposé que dans des affaires intéressant des pays en développement, il soit possible à tous les Membres de prendre collectivement des mesures de rétorsion à l'encontre du pays développé Membre défendeur. L'intervenant a déclaré que pour l'heure, le système de règlement des différends fonctionnait de manière isolée et ne prenait pas en compte les objectifs de développement de l'OMC. Il fallait que cela change car la priorité avait été accordée aux questions de développement. Il faudrait exiger que l'ORD soit informé des incidences que toute constatation ou recommandation faite par les groupes spéciaux ou par l'Organe d'appel avait sur le développement. L'intervenant a noté que les procédures spéciales prévues pour les pays en développement Membres n'avaient pas permis de résoudre les principales difficultés auxquelles les Membres africains se heurtaient lorsqu'ils tentaient d'utiliser le système de règlement des différends. Pour améliorer cette situation, le Groupe avait proposé que les procédures spéciales ne se rapportent pas uniquement aux délais, mais qu'elles soient également axées sur les contraintes réelles des pays en développement en matière de ressources. Mettre des experts juridiques à la disposition de ces pays serait extrêmement utile à cet égard. Dans leur interprétation et leur application des dispositions des Accords de l'OMC, certains groupes spéciaux et l'Organe d'appel avaient, en plusieurs occasions, outrepassé leur mandat et avaient fondamentalement porté atteinte aux intérêts et aux droits des pays en développement Membres tels qu'ils étaient énoncés dans l'Accord sur l'OMC. Pour remédier à cette situation, le Groupe avait proposé qu'il soit possible d'obtenir que le Conseil général fasse une interprétation officielle des dispositions pertinentes considérées, ainsi que du domaine de compétence des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, avant l'ouverture de la procédure. Dans ce contexte, l'intervenant a déclaré que le Groupe avait souligné à plusieurs reprises qu'il importait que les dispositions de l'OMC soient interprétées correctement et qu'il avait exprimé son point de vue sur certaines décisions controversées qui avaient été prises par les groupes spéciaux et par l'Organe d'appel, y compris celles qui avaient trait aux communications d'*amicus curiae*. La composition des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel n'avait pas été équilibrée du point de vue de la représentation géographique et les problèmes de développement étaient très peu abordés dans les rapports de ces organes. Pour remédier à cela, le Groupe avait proposé qu'il soit donné plus d'importance à la représentation géographique dans le processus de sélection. Pour enrichir la jurisprudence de l'OMC, le Groupe avait proposé qu'au lieu de devoir prendre leurs décisions à l'unanimité, les membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel soient encouragés à exprimer, le cas échéant, des opinions dissidentes. L'intervenant a déclaré que le Groupe ne partageait pas le point de vue couramment exprimé selon lequel le mécanisme de règlement des différends avait été une réussite éclatante. Une telle expression ne pouvait convenir à un système qui avait mis sur la touche plus de la moitié des Membres de l'OMC. La simple justice voulait que tous les Membres aient accès au système en cas de besoin. L'intervenant

a déclaré que le Groupe était désireux de collaborer avec tous les participants intéressés afin de trouver des solutions justes et d'assurer le succès des négociations. Il a déclaré que les membres du Groupe souhaitaient réserver leurs droits de présenter d'autres communication écrites ou orales au sujet de l'ensemble des questions soulevées ultérieurement.

57. Le représentant de l'Égypte a salué la présentation de la proposition africaine par le Kenya et a souligné que cette proposition abordait des questions importantes pour le Groupe africain, qui comprenait des PMA et des pays en développement. L'Égypte espérait que ladite proposition retiendrait toute l'attention des participants.

58. Le représentant de l'Inde a pris acte avec satisfaction de la proposition africaine et a déclaré que celle-ci contenait des éléments intéressants pour l'Inde et pour d'autres pays en développement. L'Inde envisageait avec intérêt de participer aux discussions de fond sur ces propositions.

59. Le représentant de la Corée a pris note avec satisfaction de la proposition du Groupe africain et a déclaré qu'il y avait lieu de se féliciter de recevoir le plus possible de propositions de la part des participants, en particulier lorsque celles-ci exprimaient un large éventail de points de vue sur les questions qui étaient à l'examen. La Corée attendait avec intérêt de participer aux discussions sur cette proposition.

60. Le Président a pris acte avec satisfaction de la proposition du Groupe africain et a déclaré que les éléments de cette proposition seraient incorporés dans les versions révisées suivantes de la liste de questions et de la compilation des propositions présentées jusqu'alors par les participants. Cela devrait permettre de procéder à un examen approfondi de toutes les questions soulevées dans la proposition africaine.

d) Proposition d'un groupe de pays en développement (TN/DS/W/18)

61. Le représentant de l'Inde, s'exprimant au nom de Cuba, de la Malaisie et de Sri Lanka, a déclaré que les propositions considérées avaient été rédigées en consultation avec un groupe de pays en développement. Certains de ces pays avaient demandé un délai supplémentaire pour pouvoir consulter leurs capitales respectives et obtenir l'autorisation de se porter coauteur des propositions. À l'issue de ces démarches, les propositions seraient distribuées par le Secrétariat. L'intervenant a rappelé les propositions qu'un groupe de pays en développement avait présentées lors du réexamen du Mémoire d'accord qui avait eu lieu en 1998-1999 et il a déclaré que ce groupe avait l'intention de jouer un rôle actif dans les négociations dont la Déclaration ministérielle de Doha avait annoncé le lancement. Se référant aux propositions qui avaient déjà été présentées à la session extraordinaire, il a annoncé que le groupe de pays en développement formulerait en temps voulu des observations de fond à ce sujet. Il a fait savoir que la proposition de ce groupe portait sur certaines questions systémiques et que les auteurs espéraient que cette proposition contribuerait à renforcer le système de règlement des différends, qui était "un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". À propos des solutions convenues d'un commun accord, l'article 3:6 du Mémoire d'accord obligeait les Membres à notifier à l'ORD et aux autres organes compétents de l'OMC toute solution convenue d'un commun accord au sujet de questions soulevées formellement dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, il ne précisait pas le délai dans lequel ces solutions devraient être notifiées ni les détails qui devraient figurer dans la notification. Pour remédier à cette situation, le groupe de pays en développement proposait que l'article 3:6 du Mémoire d'accord soit modifié de telle sorte que les conditions de règlement des questions soulevées formellement au titre des dispositions des accords visés relatives aux consultations et au règlement des différends soient obligatoirement notifiées, dans un délai de 60 jours à compter de la date à laquelle la solution avait été convenue et d'une manière suffisamment détaillée, à l'ORD et aux Conseils et Comités compétents, devant lesquels tout Membre pourrait soulever toute question à ce sujet ou demander des précisions supplémentaires. Au sujet des

mémoires d'*amicus curiae*, l'intervenant a déclaré que le groupe n'était pas d'accord avec les CE pour préconiser l'établissement, dans un cadre multilatéral, de règles concernant la présentation de ces communications d'*amicus*, étant donné que le Mémoire d'accord n'autorisait pas les groupes spéciaux à accepter des renseignements non sollicités, ne leur reconnaissant que le droit de demander des renseignements. Cette confusion trouvait son origine dans certaines décisions de l'Organe d'appel et de certains groupes spéciaux. Il était impératif de préciser la portée de l'article 13 du Mémoire d'accord. À cette fin, le groupe proposait qu'une note de bas de page soit ajoutée pour préciser le sens du mot "demander" qui figurait à l'article 13. "Demander" devrait s'entendre de tout renseignement que les groupes spéciaux, les arbitres ou l'Organe d'appel cherchaient à obtenir, sollicitaient, exigeaient ou réclamaient. Les groupes spéciaux, les arbitres et l'Organe d'appel ne tiendraient pas compte des renseignements qu'ils n'auraient pas demandés. Au sujet de la durée du mandat des membres de l'Organe d'appel, l'intervenant a déclaré que l'article 17:2 du Mémoire d'accord disposait que l'ORD désignerait les personnes qui feraient partie de l'Organe d'appel, que leur mandat serait de quatre ans et que, pour chacune, celui-ci serait renouvelable une fois sur demande. Afin de préserver et de rehausser la dignité des fonctions élevées qu'exerçaient les membres de l'Organe d'appel et de faire en sorte que ceux-ci ne soient pas tributaires des Membres de l'OMC pour obtenir un deuxième mandat, le groupe proposait que tous les nouveaux membres de l'Organe d'appel (c'est-à-dire tous ceux qui seraient désignés à partir du 1^{er} janvier 2004) aient un mandat non renouvelable d'une durée de six ans.

62. Au sujet de la suspension de concessions et d'autres obligations, l'intervenant a fait valoir qu'il s'avérerait de plus en plus difficile d'amener le Membre en défaut à respecter ses engagements et qu'il était probable que dans de nombreux différends, les pays en développement n'auraient d'autre possibilité que de recourir à la suspension de concessions et d'autres obligations au titre de l'article 22 de Mémoire d'accord. Cependant, le déséquilibre spectaculaire des relations commerciales entre pays développés et pays en développement influait lourdement sur l'aptitude de ces derniers à exercer leurs droits au titre de l'article 22. Le coût économique du retrait des concessions dans le seul secteur des marchandises serait plus dommageable au pays en développement Membre plaignant qu'au pays développé Membre en défaut et ne ferait qu'accentuer le déséquilibre des relations commerciales entre les deux pays. L'expérience de certains Membres à cet égard était bien connue et n'avait pas besoin d'être décrite à nouveau. Pour venir à bout de ce problème, le Groupe proposait qu'il soit permis à un pays en développement Membre plaignant de demander l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations dans les secteurs de son choix sans suivre la procédure onéreuse qui consistait à prouver a) qu'il n'était pas "possible ou efficace" de suspendre des concessions dans le même secteur ou dans le cadre de l'accord au titre duquel la violation avait été constatée et b) que les circonstances étaient suffisamment graves pour qu'il cherche à suspendre des concessions dans le cadre d'autres accords que ceux au titre desquels une violation avait été constatée. À propos du coût d'une action en justice, l'intervenant a déclaré qu'il ressortait de l'expérience de l'Inde qu'intenter une action auprès des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC était extrêmement coûteux. Il serait donc nécessaire d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement Membres plaignants dans des différends avec des pays développés Membres. S'il était constaté qu'un pays développé Membre avait manqué à ses obligations dans un différend soumis par un pays en développement Membre ou si le pays développé Membre ne pouvait étayer par des preuves ses allégations à l'encontre d'un pays en développement Membre dans un différend qu'il aurait soumis, le groupe spécial ou l'Organe d'appel devrait fixer un montant raisonnable qui représenterait la partie des frais de justice et autres dépenses du pays en développement Membre qui devrait être prise en charge par le pays développé Membre.

63. S'agissant des apports du Secrétariat aux groupes spéciaux, des questions avaient été soulevées au sujet de l'opportunité que le Secrétariat aide les groupes spéciaux, étant donné qu'il devait rester neutre. Il semblait que, dans certains différends, le Secrétariat ait communiqué aux groupes spéciaux un historique des négociations afférentes à certains accords qui n'avait pas l'aval des Membres et que les groupes spéciaux se soient appuyés sur ces apports du Secrétariat. Il faudrait

veiller à ce que tous les documents communiqués par le Secrétariat aux groupes spéciaux soient rapidement transmis aux parties au différend. Cela permettrait à celles-ci de présenter leurs vues sur les documents qui pouvaient être utilisés par le groupe spécial pour rendre une décision au sujet du différend. Le groupe proposait donc de modifier le paragraphe 10 de l'Appendice 3 du Mémoire d'accord. Au sujet du caractère suffisant de la déclaration d'appel, l'intervenant a déclaré que la majorité des déclarations d'appel qui étaient déposées auprès de l'Organe d'appel, quoique succinctes, indiquaient avec suffisamment de précision la nature de l'appel et les questions de droit dont il était fait appel. Toutefois, dans quelques affaires, elles étaient trop succinctes, de sorte que les intimés et les tierces parties ne pouvaient pas savoir exactement quelles étaient les questions de droit dont il était fait appel. Cela portait atteinte à leur droit de répondre et de se défendre correctement en appel, alors qu'ils ne disposaient que de 25 jours. Si la déclaration d'appel n'était pas suffisamment précise, ils devaient attendre la communication de l'appelant pour préparer leur réponse/défense. Cela représentait un retard de dix jours, ce qui était important, en particulier pour les pays en développement Membres qui disposaient de ressources limitées. Pour remédier à cette situation, le groupe proposait qu'il soit demandé à l'Organe d'appel de définir dans les procédures de travail des lignes directrices sur la nature des déclarations d'appel. Au sujet des droits des tierces parties en appel, l'intervenant a déclaré qu'un certain nombre de Membres voulaient préserver et étendre les droits qu'avaient les tierces parties dans le processus de règlement des différends. Il a fait observer qu'aucune proposition n'avait été faite jusqu'alors au sujet de la distinction établie par l'Organe d'appel entre "tierce partie" et "participant tiers" dans les règles 1, 24 et 27 3) de ses procédures de travail. En application de ces règles, l'Organe d'appel, dans environ six différends, avait interdit aux tierces parties de faire des déclarations orales parce qu'elles n'avaient pas présenté de communication écrite. La présentation d'une communication écrite avait pour effet de transformer les tierces parties en participants tiers qui avaient plus de droits que les premiers. Les tierces parties étaient néanmoins autorisées à participer aux audiences de l'Organe d'appel en qualité d'"observateurs passifs", sans avoir le droit d'intervenir. Elles ne pouvaient que suivre les délibérations, si elles le souhaitaient. Même ce droit limité d'assister aux audiences n'était accordé que si les participants et les participants tiers y consentaient. Pour parvenir à une plus grande transparence interne et renforcer les droits des Membres de participer au processus de règlement des différends, le Groupe avait proposé de modifier l'article 17:4 en s'inspirant de l'article 10:2. Cela obligerait l'Organe d'appel à modifier ses procédures de travail.

64. À propos des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, l'intervenant a déclaré qu'en application du programme de travail de Doha, certains des coauteurs avaient soumis des propositions au Comité du commerce et du développement. Ces propositions figuraient dans les documents TN/CTD/W/2, présenté conjointement par Cuba, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, Maurice, le Pakistan, la République dominicaine, Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe, et TN/CTD/W/6, présenté par l'Inde. Elles portaient sur les articles 12:10, 4:10 et 21:2 du Mémoire d'accord. Leur objectif était de transformer la formulation non impérative de ces dispositions en une formulation juridique contraignante et d'allonger les délais impartis en application du Mémoire d'accord, afin de donner aux pays en développement Membres la possibilité de préparer suffisamment leurs communications. Les pays qui avaient présenté ces propositions à la session extraordinaire du CCD avaient l'intention de les présenter également à la session extraordinaire de l'ORD pour qu'elles soient examinées par les participants. L'intervenant a fait savoir que les auteurs des propositions espéraient que celles-ci seraient accueillies favorablement par les participants et qu'ils attendaient avec intérêt qu'elles fassent l'objet d'un débat de fond.

65. Le Président a pris acte avec satisfaction de la proposition du groupe de pays en développement et a déclaré que les éléments de cette proposition seraient incorporés dans les versions révisées suivantes de la liste de questions et de la compilation des propositions présentées jusqu'alors par les participants. Cela devrait permettre une discussion approfondie de toutes les questions soulevées dans la proposition.

e) Proposition de la Jamaïque (TN/DS/W/21)

66. La représentante de la Jamaïque s'est félicitée de l'occasion qui lui était offerte de présenter le point de vue de son pays à la session extraordinaire et a dit qu'elle espérait que la proposition de la Jamaïque serait distribuée sous peu par le Secrétariat aux participants. Elle a déclaré que son exposé serait axé sur certains des éléments saillants de la proposition jamaïcaine. À propos des consultations, elle a déclaré que la Jamaïque souhaiterait que le processus de consultation soit renforcé afin de répondre à l'objectif qui était de parvenir à une solution concrète des différends qui soit mutuellement acceptable pour les parties. Un processus de consultation renforcé permettrait aux pays en développement de recourir plus fréquemment au mécanisme de règlement des différends. Passer par la procédure des groupes spéciaux pouvait être onéreux et prendre beaucoup de temps. À des fins de transparence, la Jamaïque proposait qu'un rapport écrit concis et factuel sur les consultations soit communiqué aux Membres à l'issue des consultations. À propos de la représentation juridique, s'appuyant sur l'expérience qu'elle avait tirée de l'affaire des bananes, la Jamaïque souhaitait que le droit des Membres d'inclure des conseils juridiques privés dans leur délégation, aussi bien au stade du groupe spécial qu'en appel, soit officiellement reconnu dans le texte du Mémoire d'accord. Bien qu'une assistance technique soit alors fournie par l'OMC conformément à l'article 27:2 du Mémoire d'accord, elle se révélait insuffisante pour aider les pays en développement à tirer parti du mécanisme de règlement des différends. Même si la création d'un organisme indépendant, à savoir le Centre consultatif sur la législation de l'OMC, avait été une mesure positive, la Jamaïque était d'avis qu'il fallait mettre au point des mécanismes indépendants additionnels pour permettre aux pays en développement d'obtenir non seulement des avis juridiques généraux mais aussi une aide pour faire valoir leurs arguments devant les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel à un coût qui soit abordable pour eux.

67. S'agissant des questions procédurales, l'intervenante a déclaré que la Jamaïque proposait qu'avant la présentation des arguments de fond dans un différend, le groupe spécial puisse convoquer une audition préliminaire spéciale pour traiter toutes les questions procédurales qui pourraient se poser et que pour assurer la transparence, la décision du groupe spécial soit rendue immédiatement après l'audition, étant donné qu'il n'était pas utile d'attendre la publication du rapport final pour connaître la décision du groupe spécial sur ces questions. À propos des expressions "intérêt commercial substantiel" et "intérêt substantiel", l'intervenante a déclaré qu'il devait impérativement y avoir une symétrie entre ces deux dispositions. Dans ce contexte, la Jamaïque appuyait la proposition du Costa Rica de modifier l'article 4:11 du Mémoire d'accord. La Jamaïque était en faveur d'un renforcement des droits des tierces parties de participer aux délibérations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, lorsque les Membres qui demandaient à avoir un tel statut renforcé pouvaient démontrer leur intérêt commercial substantiel et que la décision qui serait rendue pouvait avoir une incidence grave sur leur développement économique et sur leur droits et obligations. À propos des frais juridiques, la Jamaïque proposait, à titre de mesure relevant du traitement spécial et différencié, que dans un différend opposant un pays développé et un pays en développement, surtout lorsque la procédure avait été engagée par le pays développé, celui-ci prenne en charge les frais juridiques du pays en développement si ce dernier obtenait gain de cause devant le groupe spécial. L'intervenante a noté qu'une proposition similaire avait été présentée par la délégation de l'Inde. Au sujet de la compensation, elle a déclaré que dans des différends impliquant des pays en développement, la compensation ne devait pas toujours prendre la forme d'une réduction des droits de douane sur les produits dont l'exportation intéressait le Membre plaignant. Il faudrait qu'à la demande du pays en développement Membre ayant obtenu gain de cause, d'autres formes de compensation soient envisagées. Enfin, l'intervenante a déclaré que la Jamaïque proposait l'élaboration d'un historique convenu des négociations. Il faudrait tenir un dossier précis sur les négociations et discussions, formelles ou informelles, qui aboutiraient à la révision du Mémoire d'accord. Ce dossier constituerait l'historique des négociations auquel les groupes spéciaux ultérieurs et l'Organe d'appel pourraient se reporter pour rendre leurs décisions conformément au droit international, d'une manière générale, et à la Convention de Vienne sur le droit des traités, en particulier.

68. Le représentant de l'Inde a salué la proposition de la Jamaïque, y voyant une contribution importante aux travaux de la session extraordinaire. L'Inde attendait avec intérêt de recevoir la proposition et de participer à la discussion dont elle ferait l'objet.

69. Le Président a pris acte avec satisfaction de la proposition de la Jamaïque et a déclaré que les éléments de cette proposition seraient incorporés dans les versions révisées suivantes de la liste de questions et de la compilation des propositions présentées jusqu'alors par les participants. Cela permettrait de procéder à un examen approfondi de tous les éléments figurant dans la proposition.

f) Proposition des pays les moins avancés (TN/DS/W/17)

70. Le représentant de la Zambie, s'exprimant au nom des pays les moins avancés, a déclaré qu'il y avait lieu de remarquer que jusqu'alors, aucun des pays les moins avancés n'avait cherché à régler un différend commercial par le biais du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Cette situation n'était pas due au fait que ces pays n'avaient pas eu de problèmes pouvant être soumis au système de règlement des différends, mais s'expliquait plutôt par les difficultés d'ordre structurel et autre que posait le système lui-même. Pour utiliser ce système, un pays devait pouvoir disposer rapidement de ressources considérables et de hautes compétences juridiques, ce dont précisément et malheureusement les PMA étaient dépourvus. Étant donné que les Accords de l'OMC avaient reconnu qu'un traitement spécial devait être accordé aux PMA, ceux-ci aimeraient que cela se traduise intégralement dans les règles applicables au règlement des différends. À cet égard, les PMA avaient proposé qu'il soit fait clairement référence dans les textes à leur spécificité. Cela était important pour que le traitement accordé aux PMA leur soit spécifique et tienne compte de leur position relativement plus défavorisée. S'agissant de la composition des groupes spéciaux, les PMA souhaitaient que tout groupe spécial en charge d'une affaire impliquant un pays en développement ou un PMA comprenne au moins un ressortissant d'un pays en développement ou d'un PMA. Et si la demande en était faite, le groupe spécial devrait comprendre un deuxième ressortissant d'un pays en développement ou d'un PMA. Comme le Kenya l'avait fait valoir au nom du groupe africain, les PMA illustraient clairement la question des opinions dissidentes dans le système de règlement des différends. Nul n'ignorait que globalement, la jurisprudence en matière de règlement des différends était axée sur les pays développés. Les opinions dissidentes constitueraient donc un bon moyen de mettre en valeur toute une variété de points de vue qui pourraient aider à envisager de manière équilibrée la jurisprudence de l'OMC. Alors que le Mémorandum d'accord disposait qu'il fallait tenir compte du traitement spécial et différencié dans la procédure, cela ne transparaissait pratiquement pas dans les constatations et recommandations des groupes spéciaux. Cela était dû à la faiblesse qui caractérisait la formulation de la disposition correspondante. Pour que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié soient dûment prises en considération, les PMA proposaient que la disposition correspondante du Mémorandum d'accord soit renforcée et rendue obligatoire dans tous les cas. Dans ce contexte, les PMA demandaient en outre que la Décision ministérielle sur les mesures en faveur des pays les moins avancés soit considérée comme un accord visé au sens du Mémorandum d'accord.

71. L'intervenant a déclaré que les PMA avaient leur propre manière d'envisager la question de la chronologie. Ils ne souhaitaient pas que les injonctions d'appliquer des recommandations dans les plus brefs délais aient pour effet d'écraser les PMA, lesquels se heurtaient à d'énormes problèmes lorsqu'ils s'efforçaient de remplir leurs obligations. L'ORD devrait en outre tenir pleinement compte des perspectives de développement des PMA chaque fois qu'il formulait des constatations et recommandations et lorsqu'il autorisait la rétorsion commerciale. Nul n'ignorait que les PMA n'avaient pas les moyens de recourir à la rétorsion commerciale. Pour que tous les Membres puissent véritablement utiliser les mesures correctives prévues par le mécanisme de règlement des différends, il devrait y avoir une règle autorisant la rétorsion collective. Pour qu'une telle mesure soit efficace, il faudrait prévoir une exception à la règle imposant que le niveau de la suspension de concessions soit équivalent au niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages tirés de la non-application des recommandations et décisions de l'ORD. À propos de la compensation, l'intervenant a déclaré que la

principale réparation au titre du système de règlement des différends devrait continuer à consister en un retrait de la mesure incompatible avec les règles de l'OMC. Cependant, si ce retrait était impossible, une compensation pourrait être accordée en tant que solution provisoire. En octroyant cette compensation, il faudrait toutefois tenir compte de la vulnérabilité exceptionnelle des PMA. Il devrait y avoir une stricte obligation de compenser financièrement la perte et le dommage subis pendant toute la durée du maintien de la mesure incompatible avec les règles de l'OMC. L'intervenant a déclaré que des propositions similaires avaient été présentées par un certain nombre de participants, notamment par l'Inde, au nom d'un groupe de pays en développement, par le Kenya au nom du Groupe africain, et la Jamaïque. Conformément au Mémoire d'accord, les Membres étaient tenus de faire preuve de modération lorsqu'ils déposaient un recours contre un PMA. Cette disposition ne fixait toutefois pas de critères spécifiques permettant de déterminer de quelle manière et dans quelle mesure il était fait preuve de modération. Pour régler cette question, il faudrait instituer une règle imposant clairement une audition préliminaire par un groupe spécial afin d'établir s'il avait été fait preuve de modération. Deuxièmement, le recours aux bons offices, à la conciliation et à la médiation du Directeur général devrait être obligatoire, de sorte que les auditions préliminaires puissent tenir compte de ces tentatives initiales pour parvenir à une solution convenue d'un commun accord. Le Secrétariat de l'OMC et celui de l'Organe d'appel devraient mettre à la disposition des parties tous les documents qu'ils fournissent aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel. Cela permettrait aux parties de préparer correctement leur recours. Dans le cas des PMA cela représenterait une aide considérable compte tenu des ressources limitées dont ces pays disposaient. L'intervenant a déclaré que les PMA étaient désireux de poursuivre les discussions sur l'une ou l'autre de leurs propositions et qu'ils attendaient avec intérêt de collaborer étroitement avec les participants.

72. Le Président a pris acte avec satisfaction de la proposition des PMA et a déclaré que les éléments de cette proposition seraient incorporés dans les versions révisées suivantes de la liste des questions et de la compilation des propositions présentées jusqu'alors par les participants. Cela permettrait de procéder à un examen approfondi de tous les éléments figurant dans la proposition.

73. Le représentant du Kenya a salué la proposition des PMA dans laquelle il a vu certaines similarités avec la proposition du groupe africain, ce qui s'expliquait par le fait que sur 49 PMA, 34 étaient des pays africains. Il y avait cependant d'importantes différences entre les deux propositions. L'intervenant a déclaré que le groupe africain attendait avec intérêt de participer aux discussions sur la proposition des PMA.

74. Le représentant de l'Inde a pris note avec satisfaction de la proposition des PMA qui, selon lui, exposait des idées intéressantes sur des questions comme la rétorsion collective, la compensation et l'aide du Secrétariat. Il s'agissait de questions auxquelles l'Inde s'intéressait tout particulièrement. L'intervenant a déclaré que l'Inde attendait avec intérêt la présentation formelle de la proposition et les discussions ultérieures à ce sujet.

75. Le Président a remercié les participants pour leurs propositions et leurs observations et a déclaré que la réunion en cours était différente des réunions précédentes du fait de la variété des propositions qui avaient été récemment présentées, y compris celles qui provenaient de pays en développement. Avec un aussi large éventail de points de vue sur les diverses questions à examiner, il devrait être possible aux participants d'avoir des discussions fertiles. Le Président a déclaré par ailleurs que les participants auraient une autre occasion de formuler des observations sur toutes les propositions lorsque la réunion se poursuivrait de manière informelle et donnerait lieu, comme convenu, à l'examen des diverses propositions question par question.
